

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU RHÔNE

*Police et camps d'internement
dans le Rhône
durant la seconde guerre mondiale*

1939-1960

Versement 45 W effectué par la
Préfecture, 1^{ère} division, 1^{er} bureau (police générale)

Répertoire numérique établi par
Catherine JUNGES, stagiaire de l'École nationale du patrimoine
sous la direction de Florence BEAUME, conservateur

et publié sous la direction de Philippe ROSSET,
conservateur général,
directeur des Archives départementales du Rhône

LYON
1997

AVANT-PROPOS

En 1994, au terme d'un considérable travail de recensement effectué en collaboration étroite avec l'Institut d'histoire du temps présent, la direction des Archives de France publiait un guide des sources conservées en France pour la période de la Seconde Guerre mondiale¹. La parution d'un tel ouvrage procédait de la prise en compte, dès lors nettement affirmée, de la nécessité de fournir aux chercheurs, nombreux à se consacrer à l'étude de cette époque, les outils indispensables à toute investigation scientifique. Elle manifestait l'ampleur de la tâche déjà réalisée, comme de celle restant à accomplir, pour rendre intelligible une histoire encore récente, certes difficile à appréhender dans sa complexité, mais de nature à susciter, sous ses aspects les plus divers, un bien légitime intérêt fondé sur le souci de mieux comprendre et de mieux expliquer. Elle invitait aussi à poursuivre, en complétant et en précisant les données d'ores et déjà réunies, afin d'éclairer et d'élargir encore le panorama des ressources dont nous pouvons disposer.

Les documents conservés aux Archives départementales du Rhône sous la cote 45 W ont été signalés, de façon sommaire, dans le guide de 1994. Leur traitement et leur classement définitif, en 1996, par Melle Catherine Junges, sous la direction de Mme Beaume, conservateur, permet d'en connaître plus précisément la nature et le contenu et en fait ressortir tout l'intérêt. Ces documents proviennent de la préfecture du Rhône, 1^{ère} division, 1^{er} bureau, soit qu'ils aient été créés par ce service, soit qu'ils lui aient été dévolus à la suite de la dissolution des organismes qui les avaient produits. Ils concernent l'exercice de fonctions de police (maintien de l'ordre et de la sécurité publique, surveillance, mesures privatives de liberté et organisation de camps d'internement) et portent, pour l'essentiel, sur la période 1940-1946.

1. *La Seconde Guerre mondiale. Guide des sources conservées en France. 1939-1945*. Paris, Archives nationales, 1994, 1218p.

Pour bien exploiter des archives comme pour bien les classer, il s'avère nécessaire de connaître, avec autant d'exactitude que possible, les compétences et le mode de fonctionnement du service dont elles émanent. De cette connaissance, en effet, dépend, dans une large mesure, notre capacité de comprendre les dossiers et leur agencement et de donner une interprétation correcte des documents. Cependant, ceci n'est souvent pas aussi simple qu'on pourrait le croire à première vue et il est parfois assez malaisé de saisir et de reconstituer la réalité de certains rouages administratifs. On saura gré ici à l'auteur non seulement d'avoir établi un inventaire assurément utile, mais aussi d'avoir, dans son introduction, retracé l'histoire du service d'origine et mis en lumière l'évolution de ses attributions. Les historiens auront ainsi désormais à leur disposition un instrument de travail dont l'utilisation, dans le respect des règles en vigueur, contribuera sans nul doute efficacement à promouvoir et à faciliter leurs recherches.

Philippe ROSSET
Conservateur général du patrimoine
Directeur des Archives départementales du Rhône

INTRODUCTION

Le versement 45 W, qui comprend 412 articles et représente 21 mètres linéaires, n'est qu'un artifice puisqu'il est le fruit de la réunion de 4 versements faits aux Archives départementales du Rhône entre 1949 et 1981 par la préfecture¹. Le choix de les fondre en une seule entité résulte du simple fait qu'ils proviennent tous du même service versant et qu'ils portent principalement sur la période 1940-1946 (et ceci bien que les dates extrêmes en soient 1939 et 1960). Notons toutefois qu'on y trouve également des fonds produits par la commission de vérification des internements administratifs, la commission de contrôle des camps, la direction départementale des centres de séjour surveillé, les camps d'internement du Rhône (La Duchère, Vancia et Le Paillet), organismes créés à la Libération de manière à faire face aux problèmes posés par l'Epuración : à leur dissolution, le premier bureau hérita de leurs dossiers.

HISTORIQUE ET ATTRIBUTIONS

Au cours de la période qui nous intéresse, le premier bureau de la première division a toujours appartenu à la section de police de la préfecture. Il a cependant changé de dénomination et vu quelque peu évoluer ses attributions.

A la veille de la Seconde guerre mondiale, alors que la section d'administration comprenait les 1^{ère}, 2^e et 3^e divisions, les 4^e et 5^e relevaient de la section de police et étaient placées sous l'autorité du secrétaire général pour la police². Le premier bureau de la quatrième division était alors chargé du maintien de l'ordre et de la sécurité publique, de la police des cortèges, des défilés et des

1. Le versement éponyme, 45 W, le 22 avril 1947 ; 209 W le 9 décembre 1959, 307 W le 12 décembre 1963, 703 W le 24 février 1981.

2. Il est l'exact pendant du secrétaire général pour l'administration.

rassemblements sur la voie publique, du service d'ordre des fêtes et cérémonies, des grèves et atteintes à la liberté du travail, ainsi que de l'élaboration des plans de protection en cas de troubles. En matière de tâches réglementaires, il contrôlait les associations et sociétés, la détention et la vente d'armes, les débits de poudre, les jeux et il réglementait la chasse³.

Au tout début de l'année 1941⁴, la préfecture connut une réorganisation : les deux divisions de la section de police furent fondues en une seule qui s'intitula dorénavant la première division. Celle-ci comprenait trois bureaux, le premier d'entre eux étant l'ex-premier bureau de la quatrième division d'avant-guerre. Il gardait les mêmes attributions, accrues cependant de l'administration de la police d'Etat, de la presse, des passeports, ainsi que de la recherche des personnes disparues.

Outre cette réorganisation interne, deux réformes importantes initiées par le gouvernement de Vichy eurent des répercussions sur le fonctionnement et les dossiers traités par le premier bureau. En effet, la loi du 19 avril 1941 institua les préfets régionaux et le décret du 19 avril 1941 fit du préfet du Rhône le préfet de la région de Lyon, région dont il fixa également les limites : elle devait comprendre les départements du Rhône, de la Loire, de la Haute-Loire, de la Savoie, de la Haute-Savoie, de l'Isère, et les parties non occupées de l'Ain, de la Saône-et-Loire et du Jura. Le décret du 24 septembre 1941 modifia quelque peu cette assiette territoriale puisqu'il en retranchait la Loire mais y ajoutait l'Ardèche et la Drôme.

Les préfets régionaux se voyaient dotés dans leur circonscription de pouvoirs spéciaux de police⁵. Assistés d'un intendant de police, ils devaient dorénavant diriger et coordonner dans les départements placés sous leur autorité l'action de tous les services de police, en administrer les effectifs, en prévoir et ordonner les dépenses (c'est d'ailleurs pour cette raison que le premier bureau se vit déposséder des attributions en matière d'administration de la police d'Etat qui lui étaient échues quelques mois plus tôt et ce au profit du secrétariat administratif de

3. Archives départementales du Rhône, 2 M 2 : épreuves de l'annuaire des services de la préfecture.

4. En l'absence d'annuaire des services de la préfecture pendant la guerre, il est difficile d'être plus précis. Cette approximation se fonde sur l'analyse et la teneur des arrêtés préfectoraux tels qu'ils apparaissent dans les *Recueils des actes administratifs* où ils sont énumérés par division ce qui donne une idée des compétences de chacune d'elles.

5. Ainsi que de pouvoirs spéciaux en matière économique, mais cela ne concerne en rien l'activité du premier bureau.

INTRODUCTION

l'intendance régionale de police⁶). Le préfet régional se trouvait en outre à la tête d'une police étatisée et restructurée par la loi du 23 avril et le décret du 7 juillet 1941. Ce dernier instituait une division tripartite des services de police et chacune des sections ainsi créée, Renseignements généraux, Police judiciaire et Sécurité publique voyait ses attributions clairement définies : aux premiers, la surveillance et la prévention en matière politique, à la seconde (qui avait le grand avantage de réunir enfin ces éternelles rivales qu'étaient jusqu'alors les Sûretés des villes et les brigades mobiles de police judiciaire) la répression des crimes et délits, à la troisième (qui regroupait les commissariats urbains et les gardiens de la paix) les délits mineurs et le maintien de l'ordre publique.

Certes la préfecture du Rhône et la préfecture régionale constituaient deux entités distinctes, comme le démontrait d'ailleurs l'existence d'un préfet délégué pour l'administration du département du Rhône. Cependant le poste de secrétaire général pour la police ayant été supprimé, l'intendant, qui n'avait pourtant pas d'autre vocation que régionale, fut amené à en assumer les fonctions ou du moins à les faire assurer par son adjoint. C'est pourquoi certains dossiers qui auraient dû être instruits au niveau départemental mais décidés au niveau régional, étaient entièrement traités par le premier bureau de la première division : c'était le cas en ce qui concernait les mesures privatives de liberté. D'autre part, celui-ci fut parfois amené à s'occuper d'affaires d'intérêt régional, comme il le fit lorsqu'il s'agit de mettre sur pied le service des requis civil. Il s'agissait sans doute de soulager les services de l'intendance régionale, accablés de travail.

Mais le premier bureau de la première division voyait lui aussi s'accroître ses tâches au fur et à mesure que se mettaient en place les mesures dont le Régime de Vichy attendaient qu'elles lui permettent de contrôler et orienter la vie publique, politique et morale du pays. En matière de police administrative, il fut chargé à partir de 1940 d'instruire les demandes d'autorisation de paraître ou de reparaître formulées par les journaux et les revues. Cette procédure, théoriquement prévue pour limiter la consommation de papier, permettait également un contrôle de la presse d'autant plus efficace qu'il s'exerçait a priori. Quant à la presse clandestine, la réglementation soumit à partir de novembre 1940 l'achat et la vente de

6. A la Libération, ces attributions passèrent aux secrétaires généraux pour la police, collaborateurs des commissaires régionaux de la République. Malgré la suppression des commissariats régionaux le 26 mars 1950, les secrétariat administratifs et les services de matériel et de transmission perdurèrent et furent regroupés en circonscription plus larges, qui correspondaient aux neuf régions militaires, le premier janvier 1950. Ils prirent alors le nom de Centre administratif et technique de l'Intérieur (C.A.T.I). C'est dans les versements effectués par ce service que l'on peut trouver des dossiers relatifs à l'administration de la police pendant la guerre car il n'en subsiste que quelques-uns dans 45 W.

presse d'imprimerie et d'appareils duplicateurs à autorisation. Les propriétaires de matériel acquis avant cette date durent en faire la déclaration à la mairie ou au commissariat de leur lieu de résidence dans le courant de janvier 1941.

En matière d'association, le premier bureau procédait à l'instruction des demandes d'affiliation à la fédération des oeuvres scolaires et post-scolaires de l'enseignement public que déposaient les associations concernées comme les y obligeait la loi du 20 octobre 1941. Il s'agissait par là de les obliger à se soumettre à l'agrément du ministre, tout refus d'affiliation de sa part entraînant la dissolution. Le premier bureau fut aussi chargé de délivrer les autorisations de ports d'insignes que déposaient au nom de leurs membres les associations de tout genre.

Enfin, parce qu'à partir de 1942 les attentats se multiplièrent dans l'agglomération lyonnaise, le premier bureau se vit de plus en plus souvent chargé de traiter les demandes de dommages et intérêts déposées par les victimes au titre des dégâts matériels. En effet, les communes étaient tenues pour civilement responsables⁷ car elles n'avaient pas été capables de faire respecter l'ordre public. Cependant l'Etat était également partie prenante dans la mesure où la police était nationale et il prenait donc une partie des dommages à sa charge. Le premier bureau s'assurait de la représentation de l'Etat lors des expertises et recevait les crédits destinés à rembourser les communes.

En matière de maintien de l'ordre, le premier bureau vit encore grossir ses attributions. Il fut ainsi chargé de la répression de l'avortement, en application de la loi du 15 février 1942 qui prévoyait l'internement de tout individu contre lequel il existait des présomptions précises, graves et concordantes qu'il eût procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte. Il lui était donc signalé tout cas suspect même si les preuves judiciaires ne pouvaient en être réunies. Il semble qu'il lui échet aussi le recensement des Juifs, prescrit par la loi du 2 juin 1941 puisque nous conservons un cahier daté d'octobre 1941, comprenant 737 noms et où sont précisées adresses et professions. C'est vraisemblablement tout ce qu'il reste localement du recensement des Juifs du Rhône puisqu'il semble que la préfecture ait d'abord envoyé 5000 fiches à Vichy sans en garder de traces et ne se soit résolu à le faire qu'à partir d'octobre 1941 après les protestations de la délégation régionale du Commissariat aux questions juives⁸.

7. Au terme de l'article 106 de la loi du 5 avril 1884.

8. CHAUVY (G.), *Lyon 1940-1944*, Paris, 1985, p. 120. Le cahier que nous possédons n'est sans doute qu'un fragment du fichier établi à partir d'octobre 1941 : il est daté du 1 au 3 octobre et commence au numéro 1583.

INTRODUCTION

Une grande part de l'énergie du service était cependant absorbée par l'organisation du service des requis civils d'une part, la surveillance et la répression des menées anti-nationales d'autre part. La sécurité des voies de communication et tout particulièrement de leurs maillons faibles, les ouvrages d'art, amena à créer un service de garde des communications (loi du 23 janvier 1941), d'abord placé sous l'autorité du Secrétariat aux communications puis sous la tutelle du secrétariat d'Etat à l'Intérieur (loi du 28 mars 1942). Cependant, on éprouva rapidement le besoin d'adjoindre à ces éléments professionnels des requis civils (français et « étrangers sûrs » âgés de 18 à 65 ans, réquisitionnés quelques jours ou quelques nuits par mois) dont le service fut organisé au cours du mois de mars 1943 et fonctionna dans le Rhône et la région de Lyon à partir du 8 avril. Sa mise en place demanda au premier bureau un effort d'autant plus important qu'il eut en charge l'ensemble de la région de Lyon. Toutefois il assura par la suite l'administration (rémunération, équipement matériel des requis etc.) du seul service départemental. Rapidement, la surveillance s'étendit aux installations électriques (lignes, pylônes et transformateurs) et à certaines entreprises privées (dépôts alimentaires notamment et entreprises privées travaillant pour l'Allemagne). Dans la même logique, on se préoccupa de la protection des récoltes, d'abord en accroissant les effectifs des gardes champêtres en leur adjoignant des gardes messiers à la nomination desquels procédait le préfet du Rhône sur la proposition des maires, puis en organisant en 1943 et 1944 un service saisonnier de milices communales.

La police politique était également du ressort du premier bureau qui centralisait les informations relatives aux activités et aux individus suspects. Celles-ci, si l'on en juge d'après les mentions marginales portées sur les rapports, allaient grossir des fichiers où étaient notamment distingués communistes et gaullistes. Les Alsaciens-Lorrains, qui affluaient au centre d'accueil et de tri installé au Palais de la Foire de Lyon, constituaient une autre catégorie de suspects dont le contrôle était exercé par les hommes du commissaire de police spéciale Wattiez. Celui-ci rendait compte à la Direction générale de la police nationale mais adressait également ses rapports au préfet au premier bureau de la première division. La prévention et la répression des grèves et manifestations, particulièrement nombreuses au cours de l'année 1942, relevaient certes des activités de maintien de l'ordre mais avaient évidemment un caractère politique⁹. Il semble cependant que le premier bureau perdit ce type de compétence au cours de l'année 1942, au profit sans doute des services de l'intendant de police. Cette rupture, dont on s'avise en constatant l'absence de rapports de police postérieur à novembre 1942¹⁰, coïncide d'une part avec

9. 18 mai 1942 à l'occasion du concert de l'Orchestre philharmonique de Berlin, 6 juin, 14 Juillet, octobre 1942, novembre 1942.

10. Exception faite des rapports de services de Sécurité publique.

l'accord de collaboration conclu entre les polices française et allemande en août 1942¹¹ et d'autre part avec l'occupation par les Allemands de la zone libre à partir du mois de novembre de la même année. On constate, de même, que le premier bureau fut alors déchargé des affaires de police engageant les relations franco-allemandes qu'il gérait jusqu'à cette date¹².

Les mesures administratives privatives de liberté, terme général employé pour qualifier l'éloignement du département, l'astreinte à résidence ou l'internement, faisaient également partie des attributions du premier bureau. Dès le 18 novembre 1939, un décret-loi avait confié cette prérogative aux préfets pour neutraliser les «individus dangereux pour la Défense nationale et la Sécurité publique». Le gouvernement de Vichy put donc s'appuyer sur cette législation¹³. Le 31 janvier 1942 le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur se réserva l'internement de cette catégorie de suspects pour la déléguer ensuite aux seuls préfets régionaux à partir du 11 janvier 1943, de leur propre initiative ou sur proposition des préfets départementaux. Si les services de l'intendance de police traitaient des internements pour la région de Lyon, ils avaient délégué une partie de leurs compétences au premier bureau puisque celui-ci gérait de bout en bout les dossiers des individus originaires du Rhône, aussi bien ceux des éloignés, assignés à résidence que ceux des internés dont nous avons conservé les dossiers individuels.

Le 17 novembre 1940, les camps d'internement, qui jusqu'alors dépendaient du ministère de la Défense nationale et de la Guerre, passèrent sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Dans le Rhône fonctionnait alors un camp au fort du Paillet, situé sur la commune de Dardilly, et le préfet fut appelé à en contrôler le fonctionnement. Mais il fut désaffecté dès le début de l'année 1941, et il ne subsista plus dans la région de Lyon que le camp installé en Isère au Fort-Barraux et le sanatorium surveillé de La Guiche en Saône-et-Loire. Ils étaient sous la tutelle des préfets départementaux mais le premier bureau contrôlait tout de même la situation des internés administratifs (et notamment les mouvements des effectifs).

A la Libération, les attributions du premier bureau changèrent peu. L'ordonnance du 10 janvier 1945 créait les commissariats régionaux de la République et plaçait sous leur autorité les services dépendants auparavant des préfets régionaux. L'ordonnance du 3 juin 1946, portant suppression des préfectures régionales et organisation des commissariats généraux de la République, donnait

11. FROMENT (P.), René Bousquet, Paris, 1994, p. 120.

12. Voir notamment 45 W 118-124.

13. Loi du 3 novembre 1940 notamment, qui redonne compétence aux préfets en matière d'internement car le ministre se l'était réservée en février 1940.

INTRODUCTION

aux secrétaires généraux pour la police les pouvoirs jusque là dévolus aux intendants de police. Le premier bureau se recentra ainsi entièrement sur les tâches propres à la préfecture et donc circonscrites au département du Rhône. Mais, pour cette période, le versement 45 W ne garde guère d'autres traces d'activités que celles déployées en matière de mesures administrative et de camps d'internements qui, liés cette fois à l'Epuración et à la répression des menées collaborationnistes, représentaient toujours un important volume de travail.

L'ordonnance du 4 octobre 1944 laissait aux préfets départementaux leurs prérogatives en matière d'éloignement et d'assignation à résidence à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale et la Sécurité publique et leur rendait le pouvoir d'internement, et ce jusqu'à la date légale de cessation des hostilités. Elle prévoyait cependant l'installation de commissions de vérification des internements administratifs (CVIA), auxquelles les préfets devaient dorénavant communiquer les dossiers des nouveaux internés et qui devaient transmettre leurs avis au commissaire régional de la République, chargé de statuer en dernier lieu. Dans la région de Lyon, la CVIA fut installée par le commissaire de la République le 12 décembre 1944. Elle venait s'ajouter à la commission de criblage, créée par un arrêté du 7 septembre et chargée de se prononcer sur le sort des suspects arrêtés depuis la Libération. A ces prévenus politiques en instance de criblage, s'ajoutèrent encore au cours de l'année 1945 les suspects rapatriés d'Allemagne, qui furent d'abord concentrés dans les camps d'internement du Rhône avant de se voir transférés vers leurs régions d'origine.

Toujours chargé du contrôle de la situation des internés administratifs, le premier bureau se voyait en outre attribuer celui de l'administration des camps récemment créés dans le département, bien que dès la fin de l'année 1944 fussent créées une direction départementale des centres de séjour surveillé¹⁴ et une commission de contrôle des camps¹⁵. Dans un premier temps furent aménagés le fort de Vancia¹⁶ pour les femmes et celui de La Duchère¹⁷ pour les hommes. Le camp de Vancia déménagea du 12 au 15 avril 1945 pour s'installer au fort du Paillet¹⁸. Les camps du Rhône fermèrent définitivement le 31 janvier 1946 mais leur liquidation, dont s'occupa le premier bureau, débuta dès décembre 1945.

14. Elle devint régionale à une date indéterminée puis départementale à nouveau à partir du 1er juillet 1945 lorsque ses bureaux seront rattachés à la préfecture, première division, premier bureau, préfigurant sa disparition.

15. Arrêté du commissaire régional de la République le 7 septembre 1944.

16. Situé sur la commune de Miribel, à proximité de celle de Vancia à 13 km de Lyon.

17. Situé à 5 km de Lyon, sur la commune de Lyon et sur celle de Champagne.

18. Sur la commune de Dardilly. Voir *supra* p. 14

CLASSEMENT

TRIS ET ÉLIMINATIONS

Une partie des dossiers relatifs aux tâches de police administrative (expulsions de locataires, recherches dans l'intérêt des familles, demandes de ports d'armes et déclarations d'armes à feu notamment, passeports) ont été pilonnés dès leur versement ou dans les années qui suivirent. Il semble que les demandes de visas aient fait l'objet d'un tri sélectif et seuls ont été gardés ceux de l'année 1945 pour l'Allemagne et l'Autriche ainsi que pour la Palestine.

Au cours du classement, outre des doubles, des brouillons informés et des papiers de corbeille, a été éliminé environ 1 mètre linéaire que l'on peut répartir en deux catégories : les dossiers jugés sans intérêt historique et ceux qui, sans être pour autant les doubles de dossiers existants, offraient pourtant la même information. Ils se trouvaient d'autant plus nombreux que les versements comprenaient, en ce qui concerne les camps d'internement après la Libération, des fonds complémentaires.

- Dossiers jugés sans intérêt historique
 - Instructions ministérielles ordonnant la saisie de numéros de journaux et de revues (1940-1944)
 - Nominations de gardes messiers (un exemplaire gardé pour spécimen, 1941-1944)
 - Les pièces comptables¹⁹ (1944-1947)
 - Arrêtés fixant le détail des vacations dues aux membres des différentes commissions mises en place à la Libération (1944-1945)
 - Les cahiers d'enregistrement du tabac, du linge, des vivres et des délégations de colis du camp de La Duchère (novembre 1944-janvier 1945 gardé à titre de spécimen, 1944-1945)
- Dossiers en double
 - Rapports de libération ou d'internement par la direction départementale des centres de séjour surveillé aux préfets de la région de Lyon. (1944-1945)

19. Cependant les factures en provenance des camps du Paillet et de La Duchère ont été conservées.

INTRODUCTION

- Arrêtés d'internement des détenus du camp de la Duchère (1944-1945)
- Répertoire du personnel du camp du Paillet (1944-1945)

CLASSEMENT

Il n'existe pas pour les archives de la période contemporaine de cadre de classement. Le plan établi s'inspire quelque peu des prescriptions de la direction des Archives de France relative à la sous-série 4 M des archives départementales modernes (1800-1940), mais la spécificité de la période couverte par le versement 45 W a nécessité d'importantes adaptations, essentiellement fondées sur l'analyse des fonctions et des actions exercées par le premier bureau. Nous nous contenterons ici de décrire sommairement les caractéristiques majeures²⁰ du plan de classement, afin de préciser ce que l'on peut ou ne peut pas trouver sous les principales rubriques :

Administration de la police d'Etat et des polices supplétives : si le premier bureau n'eut en charge que brièvement l'administration de la police d'Etat, il n'en reste pas moins quelques dossiers liés à cette attribution. De plus, il joua un rôle important en matière d'organisation et d'administration du service des requis civils et de la protection des récoltes. On a donc jugé bon de créer cette section où, il est vrai, on trouvera quelques dossiers traitant moins de l'organisation ou de l'administration du service des requis civils que du maintien de l'ordre à proprement parler (plan de surveillance, rapports relatifs à des attentats et des sabotages). Il paraissait cependant difficile de scinder cet ensemble dont la cohérence ne fait pas de doute.

Police politique : on a considéré que ce terme, s'il qualifiait parfaitement les activités des Renseignements généraux, s'appliquait à toute pratique du renseignement. C'est donc là que l'on trouvera notamment les rapports de police sur les activités et les individus subversifs, ainsi que les comptes-rendus des commissions de contrôle postal et téléphonique.

Maintien de l'ordre : outre ce qui ressortit clairement au maintien de l'ordre, on a rangé ici le dossier relatif à la répression de l'avortement, le cahier de recensement des Juifs ainsi que ce qui a trait à la délivrance des passeports, laissez-passer et autres titres de circulation qui, s'ils relèvent sans doute plus de ce que l'on qualifie de police administrative, sont traditionnellement classés sous cette rubrique quand il s'agit d'archives modernes.

20. Pour une vision complète du plan de classement, voir sommaire p. 25.

Police et relations franco-allemandes ou franco-italiennes : on trouvera ici tous les dossiers relatifs au maintien de l'ordre et qui engageaient les relations avec les autorités allemandes (autorités d'occupation du 18 juin au 7 juillet 1940 et après le 11 novembre 1942, commissions d'armistice de 1940 à 1942) et que le premier bureau lui-même avait réunis sous le vocable «affaires allemandes». On y a ajouté les rapports de police relatifs à la surveillance des ressortissants allemands ou italiens ainsi que le contrôle des convois de travailleurs volontaires pour la relève en Allemagne.

Mesures administratives privatives de liberté et camps d'internement : Les documents relatifs aux mesures administratives privatives de liberté, qui pourraient à juste titre être classés sous la rubrique «maintien de l'ordre», ont été réunis à ceux traitant du contrôle et de l'administration des camps pour former une section à part. On y trouvera, outre les dossiers produits par le premier bureau lui-même et clairement distingués de ces derniers, le fonds de la direction départementale des centres de séjour surveillé et ceux des camps d'internement du Rhône. En revanche, les quelques dossiers laissés par la commission de vérification des internements administratifs et par celle de contrôle des camps, sont classés avec les dossiers de la préfecture mais leur analyse laisse clairement apparaître le service auteur.

Police administrative : elle consiste à appliquer à des cas particuliers des règles générales. On trouvera ici les dossiers relatifs à la détention d'armes, aux associations, à la presse, à l'indemnisation des victimes d'attentats ou de manifestations. On y a rangé en outre les quelques certificats de civisme délivrés par le préfet du Rhône après la Libération.

Pour avoir une vue d'ensemble du plan de classement, le sommaire (page 15) se révélera utile. D'autre part, on trouvera en fin d'ouvrage le tableau méthodique des noms de lieux, celui des mots-matières et l'index alphabétique.

BIBLIOGRAPHIE

- AMORETTI (H.), *Lyon capitale : 1940-1944*, Paris, 1974.
- ARON (R.), *Histoire de l'Épuration*, Paris, 1967-1975, 3 vol.
- AULAS (B.), *Vie et mort des Lyonnais en guerre, 1939-1945*, Lyon, 1974.
- CHAPIER (G.), *La guerre 1939-1940 à Lyon, notes et souvenirs*, Lyon, 1949.
- CHAUVY (G.), *Lyon des années bleues. Libération. Épuration*, Paris, 1987.
- CHAUVY (G.), *Lyon 40-44*, Paris, 1985.
- FOREST (H.), *Lyon sous l'Occupation allemande*, Lyon, 1946.
- FROMENT (P.), *René Bousquet*, Paris, 1994.
- GRYNBERG (A.), *Les camps de la honte. Les internés juifs des camps français 1939-1944*, Paris, 1991.
- LECLERE (M.), *Histoire de la police*, Paris, 1973.
- LONGUECHAUD (H.), « Conformément à l'ordre de nos chefs... ». *Le drame des forces de l'ordre sous l'Occupation, 1940-1944.*, Paris, 1985.
- MARTIN (A.), « Le ministre de l'Intérieur, ministre de la police » dans *Histoire du ministère de l'Intérieur de 1790 à nos jours*, Paris, 1993.
- RUBY (M.), *La résistance à Lyon, 19 juin 1940-3 septembre 1944*, Lyon, 1979, 2 vol.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Pour plus de précisions, voir *La seconde guerre mondiale. Guide des sources conservées en France, 1939-1945*, Paris, Archives nationales, 1994

Archives départementales du Rhône

- 182 W : cabinet du préfet régional de Lyon (1940-1944)
- 283 W : cabinet du commissaire régional de la République (1944-1946)
- 668 W : cabinet du préfet du Rhône (1940-1970)
- C.A.T.I. : versement non coté de janvier 1949 (1941-1948)
- 31 J : Fonds de la Commission d'Histoire de la Guerre

Archives nationales

F⁷ Police générale

- Sûreté générale : F⁷ 14713-14716, 14822, 14830 et 14881,14880
- Cabinet du secrétaire général pour la Police : F⁷ 14886-15012, 15017-15018; 15086-15111, 15123-15165, 15273-15320, 15324-15352, 15545-15553, 15661-15670
- Direction générale de la Police nationale : F⁷ 840078, 910564, 870802, 880349, 880042, 880206, 890151, 890464, 910695

Archives départementales de l'Isère

- Camp d'internement de Fort-Barraux : 13 R 996, 14 R 236

Archives départementales de Saône-et-Loire

- Camp d'internement de La Guiche : W 127, 233-234, 409, 422-423, 425, 800, 105148, 105155, 108881, 123871, 123948, 123950-123952, 127232-127233, 127236-127237, 137687

RÉPERTOIRE

L'astérisque (*) suivant un numéro d'article
indique qu'il s'agit d'un registre

SOMMAIRE

LEGISLATION ET REGLEMENTATION	45 W 1
ADMINISTRATION DE LA POLICE D'ETAT ET DES POLICES SUPPLETIVES	45 W 2-34
POLICE D'ETAT	45 W 2-4
REQUIS CIVILS	45 W 5-30
PROTECTION DES RECOLTES	45 W 31-34
POLICE POLITIQUE	45 W 35-45
VIE ET OPINION PUBLIQUE	45 W 35-36
INDIVIDUS SUSPECTS ET ACTIVITES SUBVERSIVES ..	45 W 37-42
CONTROLE DES ECHANGES TELEPHONIQUES ET POSTAUX	45 W 43-45
SECURITE PUBLIQUE ET MAINTIEN DE L'ORDRE	45 W 46-113
RAPPORTS DE POLICE PERIODIQUES ET PONCTUELS .	45 W 46-52
VOYAGES OFFICIELS ET PROTECTION DES PERSONNALITES	45 W 53-57
FETES ET CEREMONIES PUBLIQUES	45 W 58-62
GREVES ET MANIFESTATIONS DE PROTESTATION	45 W 63-68
REPRESSION DES ATTENTATS	45 W 69-70
POLICE DE L' AIR	45 W 71-45

VOLS DE TICKETS D'ALIMENTATION	45 W 76
AFFAIRES TRAITÉES A LA DEMANDE D'AUTRES SERVICES OU NE RELEVANT PAS DE LA COMPÉTENCE DU PREMIER BUREAU	45 W 77-86
PASSEPORTS, SAUF-CONDUITS ET LAISSEZ-PASSER ..	45 W 87-111
REPRESSION DE L'AVORTEMENT	45 W 112
RECENSEMENT DES JUIFS	45 W 1130
POLICE ET RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES OU FRANCO-ITALIENNES	45 W 114-134
SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DES ALLEMANDS ET DES ITALIENS EN FRANCE	45 W 114-117
MAINTIEN DE L'ORDRE ET RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS ALLEMANDES	45 W 118-129
CONTROLE DES TRAVAILLEURS VOLONTAIRES POUR L'ALLEMAGNE	45 W 130-134
MESURES ADMINISTRATIVES PRIVATIVES DE LIBERTÉ ET CAMPS D'INTERNEMENT	45 W 135-373
DE LA DECLARATION DE GUERRE A LA LIBERATION (1939-1944)	45 W 135-185
Instructions générales	45 W 135-137
Mesures administratives privatives de liberté	45 W 138-177
Contrôle des camps	45 W 177-185
A LA LIBERATION (1944-1946)	45 W 186-282
Instructions générales	45 W 186
Mesures administratives privatives de liberté	45 W 187-249
Contrôle et administration des camps	45 W 250-282
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES CENTRES DE SEJOUR SURVEILLE	45 W 283-298
CAMPS DU RHONE	45 W 299-373
Vancia-Le Paillet	45 W 299-329
La Duchère	45 W 330-372

SOMMAIRE

La Duchère et le Paillet	45 W 373
POLICE ADMINISTRATIVE	45 W 374-412
PORT D'ARMES	45 W 374-383
ASSOCIATIONS	45 W 384-391
PORT D'INSIGNES	45 W 392-397
APPAREILS DUPLICATEURS ET PRESSES A IMPRIMER	45 W 398-401
PRESSE	45 W 402-405
INDEMNISATION DES DOMMAGES CAUSES PAR DES ATTENTATS OU LORS DE MANIFESTATIONS	45 W 406-411
CERTIFICATS DE CIVISME	45 W 412

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

- 45 W 1 Première division, premier bureau. - Attributions en matière de police administrative, instructions générales : décrets-lois, circulaires, arrêtés ministériels (mai 1941-janvier 1944). Fonctionnement : notes de services (mars 1941-octobre 1942). 1941-1944

ADMINISTRATION DE LA POLICE D'ÉTAT ET DES POLICES SUPPLÉTIVES

POLICE D'ÉTAT

- 45 W 2 Police d'Etat de l'agglomération lyonnaise et du département du Rhône, renforcement et redéploiement des effectifs : décret-loi (8 janvier 1941), circulaires (mars-mai 1941), notes et correspondance (octobre 1940-novembre 1941); équipement matériel : statistiques (mai 1941), correspondance (novembre 1940-novembre 1941). 1940-1941
- 45 W 3 Frais de police des communes dotées d'un commissariat, fixation de la contribution de Vénissieux dans le cadre du projet de création d'un commissariat : note¹ (non datée), correspondance (août 1940-février 1941), rapport de police² (11 septembre 1940); remboursement par

1. Note retraçant l'histoire de la répartition des dépenses de police entre l'Etat et les communes de l'agglomération lyonnaise.

2. Rapport relatif à l'attitude des communistes et des étrangers à Vénissieux.

- l'Etat des frais engagés par la commune de Givors : notes et correspondance ([1926]; juin 1942). 1940-1941
- 45 W 4 Garde des communications, collaboration avec la police nationale : décrets-lois et circulaires ministérielles, correspondance (janvier 1941-septembre 1942); renforcement des effectifs en Ain, Isère, Savoie et Haute-savoie : rapport (octobre 1941). 1941-1942

REQUIS CIVILS

- 45 W 5 Service des requis civils, instructions générales.- Organisation du service : circulaires (mars 1943-avril 1945). Rémunération des requis : circulaires (mars 1943-juin 1944). Exemptions : loi [ventôse an VIII], circulaires (mars 1943-juin 1944). 1943-1945
- 45 W 6-9 Organisation du service des requis civils dans le département du Rhône et la région de Lyon. 1943-1945
- 6 Instructions générales : circulaires (mars 1943-juillet 1944), coupures de presse (mars-juin 1943); renforcement par des jeunes gens désignés pour le Service du travail obligatoire : correspondance (octobre-novembre 1943).
- 7 Rapports présentés aux conférences interpréfectorales (12 avril; 1er octobre 1943) et au Conseil départemental (5 octobre 1943).
- 8 Correspondance avec les ministères de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances (juin 1943-octobre 1944), les préfets de la région de Lyon (mars 1943-janvier 1945), la Garde des communications (juin 1943-juillet 1944), les particuliers (avril 1943-février 1945).
- 9 Organisation du service des requis civils dans le département du Rhône. - Réunions intercommunales convoquées par le préfet du Rhône, préparation et tenue : convocations, notes, schémas, comptes-rendus (mai-décembre 1943).
- 45 W 10-12 Organisation des plans de surveillance dans la région de Lyon et le département du Rhône. 1943-1944
- 10 Région de Lyon : liste des points sensibles et de leurs modalités de garde, schémas (1943), correspondance (ordre alphabétique des départements, mars-septembre 1943).

- 11 Département du Rhône : liste des points sensibles et de leurs modalités de garde (6 avril 1943), liste des communes fournissant des requis (1943).
- 12 Surveillance des pylônes électriques et des transformateurs de la région de Lyon et du département du Rhône, organisation : liste des postes à surveiller (1943) ; application : comptes-rendus et rapports³ (juin 1943-janvier 1944), correspondance⁴ (juillet-octobre 1943).
- 45 W 13-16 Sécurité et surveillance des entreprises privées. 1943-1944
- 13 Sécurité des entreprises privées de la région de Lyon, enquête à la demande des autorités allemandes : rapports, listes du personnel affecté à la garde, plans (janvier 1943).
- Plans des aciéries de la marine à Saint-Chamond, des aciéries et forges de Firminy (Loire), de l'usine électrique de Tarare, du transformateur de la Société de force et lumière à Givors, des usines Marrel aux Etaings, des usines Verdié et Holtzer à Unieux (Loire), des usines Duralumin à Rives-de-Gier, des installations de la Société de transport d'énergie des Alpes (STEDA), des usines Berliet à Vénissieux, des usines de Perrache et de La Mouche de la Compagnie du gaz à Lyon, des installations de la Société lyonnaise des forces motrices du Rhône.
- 14 Sécurité des entreprises privées du département du Rhône, contrôle : correspondance, rapports et comptes-rendus (février 1943-août 1944).
- 15 Surveillance des entreprises privées de la région de Lyon et du département du Rhône par les requis civils, organisation : circulaires (mai-décembre 1943), liste des dépôts alimentaires à surveiller de la région de Lyon (18 mars 1944), correspondance (juin 1944).
- 16 Surveillance des entreprises privées du Rhône, réquisition individuelle des membres de leur personnel : dossiers des entreprises -listes du personnel à réquisitionner, récépissés des ordres de réquisition (ordre alphabétique), correspondance (février-mai 1944).

3. Certains de ces rapports sont relatifs à des attentats et des sabotages.

4. Correspondance où l'on trouve le plan des lignes électriques de la Société de transport d'énergie des Alpes (STEDA), celui des installations de la Société lyonnaise des forces motrices du Rhône, de l'Usine du Grand Camp du service des eaux de la ville de Lyon, de la ligne électrique Pizançon-Bagnols-sur-Cèze exploitée par la Société de transport d'énergie Isère-Gard (STEIGA).

- 45 W 17 Attentats et sabotage sur les installations de la région de Lyon et du département du Rhône surveillées par les requis civils : rapports et comptes-rendus (mars 1943-juin 1944). Incidents divers dans le département du Rhône : rapports (mai 1943-janvier 1944). Incidents divers dans la région de Lyon : rapports (avril 1943-février 1944).
1943-1944
- 45 W 18-28 Administration du service des requis civils. 1943-1949
- 18 Correspondance diverse (avril 1943-juillet 1944).
- 19 Correspondance avec les mairies relative au règlement de questions diverses, à la répartition des effectifs, à l'équipement matériel des requis, au paiement des requis et des fournitures (1943-1945).
- 20 Effectifs des requis civils fournis par les communes du Rhône et de l'Ain, dénombrement : statistiques, correspondance (août-novembre 1943).
- 21 Milice et personnel des entreprises privées travaillant pour les autorités allemandes, exemption de service : correspondance (mars 1943-avril 1944).
- 22 Rémunération des requis civils : arrêtés ministériels (juin 1941-novembre 1942), circulaires (mai 1943-septembre 1944), correspondance (avril 1943-mars 1945).
- 23 Pensions aux requis civils victimes d'accident au cours de leur service, constitution : lois [1898; 1938], circulaires (mars 1943-janvier 1944), correspondance (février 1945-janvier 1946), arrêté ministériel (4 août 1949).
- 24 Fusils de chasse, réquisition : loi (3 décembre 1942), arrêtés préfectoraux (décembre 1942-décembre 1943), correspondance (octobre-décembre 1943), note d'information des Renseignements généraux (10 novembre 1943).
- 25 Armes, entretien, contrôle et stockage : correspondance et comptes-rendus (janvier-juillet 1944).
- 26 Disparition des armes réquisitionnées, enquête : procès-verbaux de perte (mars-septembre 1944), états des fusils remis à la préfecture, pris par le maquis, la Milice, les autorités allemandes ou détruits (mai-juin 1944), correspondance (avril 1945-avril 1946).
- 27 Armes réquisitionnées, liquidation des armes : correspondance (janvier 1945-mai 1946).

- 28 Armuriers réquisitionnés, dédommagement : ordres de réquisition et reçus [octobre-décembre 1943], mains-levées de réquisition (mars-avril 1945), correspondance (décembre 1944-avril 1945).
- 45 W 29 Sanctions envers les requis défaillants et négligents. - Région de Lyon et département du Rhône : répertoire alphabétique des sanctionnés (1943-1944). Région de Lyon, avis et décision du préfet régional : correspondance, rapports, arrêtés d'internement (ordre alphabétique des départements, 1943-1944). Département du Rhône, décisions du préfet délégué : correspondance, rapports, arrêtés d'internements (1943-1944). 1943-1944
- 45 W 30 Demandes de récompense de requis civils, instruction : rapports (21 août ; 11 octobre ; 10 novembre 1943). 1943

PROTECTION DES RÉCOLTES

- 45 W 31 Forces de police, gardes messiers et gardes privées, organisation : circulaires (mai 1941-septembre 1942). Port d'armes, autorisation : correspondance (avril 1941-août 1942). 1941-1942
- 45 W 32-33 Gardes messiers. 1940-1944
- 32 Réglementation de la fonction de garde messier : lois, circulaires et arrêtés [1852-1935], loi (13 mars 1942), circulaires (octobre 1940-janvier 1943), correspondance (février 1944).
- 33 Nominations : dossier de la commune de Charbonnières-les-bains -arrêtés préfectoraux et municipaux, rapports- (conservé à titre de spécimen, juin-septembre 1942).
- 45 W 34 Milices communales, organisation et dissolution dans la région de Lyon et le département du Rhône : circulaires, notes et correspondance, rapports et comptes-rendus (septembre 1943-août 1944). Projet d'organisation d'un service départemental pour le Rhône, élaboration : notes, prévisions budgétaires, projets d'arrêtés préfectoraux (septembre-décembre 1943). 1943-1944

POLICE POLITIQUE

VIE ET OPINION PUBLIQUES

- 45 W 35 Opinion publique.- Villes du Rhône (Lyon, Givors, Villeurbanne) : rapports des commissaires de police (juillet-octobre 1940; 25 octobre 1941). Département du Rhône : rapports mensuels du chef des services de police spéciale puis des Renseignements généraux (novembre-décembre 1940; août 1941-août 1942). Etat d'esprit des réfugiés, étudiants en médecine, ouvriers métallurgistes : rapports de police (octobre 1940; décembre 1940; mai 1942). Opinion en Hongrie et en Yougoslavie⁵ : rapports du commissariat des Renseignements généraux de Modane (janvier; décembre 1942).
1940-1942
- 45 W 36 Réunions publiques.- Réunions publiques à Lyon : rapports des Renseignements généraux (décembre 1941-août 1942). Réunions publiques à Givors : rapports de police (février-juillet 1945).
1941-1945

INDIVIDUS SUSPECTS ET ACTIVITÉS SUBVERSIVES

- 45 W 37 Découvertes de tracts, journaux clandestins et inscriptions dans la région de Lyon : rapports, tracts (avril 1940-août 1942). 1940-1942
- 45 W 38 Individus et groupements suspects⁶, enquête : rapports de police.
1940-1942
- 45 W 39-42 Surveillance et contrôle des réfugiés et expulsés d'Alsace-Lorraine.
1940-1942
- 39 Instructions générales : notes et circulaires (octobre 1940-novembre 1942), correspondance (août-novembre 1941).
- 40 Arrivées de réfugiés et expulsés d'Alsace-Lorraine à Lyon, contrôle : rapport de la police spéciale puis des

5. Rapports établis d'après les témoignages de réfugiés et axés sur l'image de la France en Hongrie et en Yougoslavie.

6. Militants et sympathisants gaullistes (octobre 1941-août 1942), militants et sympathisants communistes (février 1940-octobre 1942), individus suspects à des titres divers et notamment parce que Juifs, étrangers, étrangers naturalisés, fonctionnaires (août-septembre 1940 ; février 1941-novembre 1942).

POLICE POLITIQUE

Renseignements généraux, rapports du directeur du Centre de passage (novembre 1940-juin 1942).

- 41 Réfugiés et expulsés d'Alsace-Lorraine, surveillance : rapports de police (juin 1941-novembre 1942).
- 42 Réfugiés et expulsés d'Alsace-Lorraine signalés comme suspects, surveillance : rapports de police et notes d'information, rapports au ministère de l'Intérieur, correspondance (novembre 1940-octobre 1942).

CONTRÔLE DES ÉCHANGES TÉLÉPHONIQUES ET POSTAUX

- 45 W 43 Activités des commissions de contrôle technique.- Surveillance par les commissions de contrôle technique, instructions générales : circulaires (mars 1940-juin 1941). Activités des commissions lyonnaises, contrôle : notes et correspondance, comptes-rendus de synthèse⁷ (août 1940-juin 1941). 1940-1941
- 45 W 44 Enquêtes à la suite des contrôles techniques : comptes-rendus d'enquêtes ou d'interceptions, rapports de police. 1940-1942
- 45 W 45 Diffusion postale du Bulletin de presse à destination des originaires d'Alsace-Lorraine par le Groupement industriel d'études, interdiction : statuts [22 octobre 1940], bulletin [26 juillet 1941], rapports de police et correspondance (juillet-septembre 1941). 1941

SECURITE PUBLIQUE ET MAINTIEN DE L'ORDRE

RAPPORTS DE POLICE PÉRIODIQUES ET PONCTUELS

- 45 W 46 Sûreté et police judiciaire : rapports journaliers du chef de la Sûreté (juillet 1940-octobre 1941), rapport du chef de la police judiciaire (14 août 1942). 1940-1942

7. Ces comptes-rendus représentent un utile complément aux rapports de police relatifs à l'opinion publique.

POLICE ET CAMPS D'INTERNEMENT DANS LE RHÔNE...

- 45 W 47-48 Gardiens de la paix. 1940-1943
- 47 Rapports ponctuels (avril-décembre 1940; 16 avril 1943), état récapitulatif annuel des interventions en 1940 (janvier 1941).
- 48 Rapports journaliers des événements signalés à l'officier de semaine (janvier-décembre 1941).
- 45 W 49-51 Sécurité publique. 1940-1945
- 49 Rapports de la permanence de police (juin 1940-avril 1941).
- 50 Sécurité publique : rapports journaliers du commissariat central de Lyon (janvier; juin 1942-décembre 1944; avril-octobre 1945).
- 51 Sécurité publique : rapports des commissariats de police de Givors, Lyon, Saint-Etienne, Tarare (mai 1941-décembre 1945)
- 45 W 52 Gendarmerie : rapports et procès-verbaux (juin 1940-décembre 1945), états nominatifs hebdomadaires des arrestations et délits constatés par la section de Lyon (juin 1940-septembre 1942), état hebdomadaire des arrestations et délits en matière de maraudage constatés par la brigade d'Anse (8 décembre 1942). 1940-1945

VOYAGES OFFICIELS ET PROTECTION DES PERSONNALITÉS

- 45 W 53 Voyage officiel du Maréchal Pétain à Lyon le 18 novembre 1940.- Service d'ordre, organisation : plans, notes et correspondance, arrêté préfectoral, télégrammes ministériels, journaux (novembre 1940).
Maintien de l'ordre : rapports de police (17-18 novembre 1940).
1940
- 45 W 54-55 Plan de sécurité n°1, application dans le département du Rhône : télégrammes officiels, notes. 1940-1942
- 54 Voyages et passages du maréchal Pétain (novembre 1940-mai 1942).
- 55 Voyages et passages des ministres Darlan et Pucheu (septembre 1941-décembre 1942).
- 45 W 56 Concert de l'orchestre philharmonique de Berlin le 18 mai 1942.- Service d'ordre, organisation : télégrammes officiels, listes de spectateurs, plan de la salle, notes, rapports (7-18 mai 1942).
Maintien de l'ordre : rapports de police, tracts (11-19 mai 1942).
Manifestants,

arrestations, internements administratifs et libérations : listes nominatives, rapports, procès-verbaux (18 mai- 1er juin 1942). Demandes de libération et de renseignements, instruction : correspondance (mai-décembre 1942). 1942

45 W 57 Séjour de personnalités dans les hôtels de Lyon : rapports de police (mars 1941-juin 1942). 1941-1942

FÊTES ET CÉRÉMONIES PUBLIQUES

45 W 58 Premier Mai⁸, maintien de l'ordre : circulaires, notes, ordres de réquisition, rapports de police, coupures de presse. 1941-1943

45 W 59 11 Mai, fête de Jeanne d'Arc, organisation. Fête de Jeanne d'Arc 1941 : circulaire (19 avril 1941), correspondance (avril-mai 1941). Fête de Jeanne d'Arc 1942 : correspondance (avril-mai 1942), rapport de la police de Tarare (10 mai 1942). 1941-1942

45 W 60 14 Juillet.- 14 Juillet 1940, organisation : circulaire (19 avril 1941), rapport (15 juillet 1940). Gaullistes et communistes, arrestations et assignations à résidence préventives à la célébration du 14 Juillet 1942 : arrêtés préfectoraux, rapports de police et notes (juillet 1942). Demandes de renseignements et de libérations après les arrestations de juillet 1942, instruction : correspondance (juillet-août 1942). 1940-1942

45 W 61 Toussaint.- Service d'ordre dans les cimetières, organisation : notes et correspondance. 1940-1942

45 W 62 11 Novembre.- 11 Novembre 1940, organisation : note de service, correspondance (octobre-novembre 1940). 11 Novembre 1941, organisation : circulaire (7 novembre 1941), correspondance (octobre-novembre 1941), rapports de police au sujet de l'activité des communistes (5-8 novembre 1941). 11 Novembre 1942, maintien de l'ordre dans la région de Lyon et le département du Rhône : circulaires, rapports de police, tracts, liste des grévistes (octobre-novembre 1942). Grévistes du 11 Novembre 1942, arrestations et libérations : arrêtés préfectoraux, rapports de police, correspondance (novembre 1942). 1940-1942

8. Premier Mai 1941 (avril-mai 1941) et Premier Mai 1943 (avril-mai 1943).

GRÈVES ET MANIFESTATIONS DE PROTESTATION

- 45 W 63 Grèves et manifestations du 6 juin 1942.- Situation dans l'agglomération lyonnaise : correspondance, rapports de police (juin-juillet 1942), rapports des Renseignements généraux (ordre alphabétique des entreprises, juin-juillet 1942). Grévistes, internements et libérations : procès-verbaux de notification, liste nominative, correspondance (juin-juillet 1942) 1942
- 45 W 64-66 Grèves d'octobre 1942 juillet 1942-février 1943
- 64 Instructions générales et situation dans la région de Lyon et le département du Rhône : circulaires (15-19 octobre 1942), rapports au ministre (octobre 1942-janvier 1943), rapports de police (13 octobre- 6 novembre 1942). Maintien de l'ordre, organisation : ordres de réquisition, notes, états du dispositif des forces de police (13-21 octobre 1942). Découverte de tracts : rapports de police (10-20 octobre 1942). Enquêtes à la suite des contrôles postal et téléphonique ou de dénonciations : rapports, correspondance (12- 22 octobre 1942).
- 65 Grévistes, arrestations : listes (13-21 octobre 1942). Personnel des chemins de fer, arrestations : rapports de police (10 juillet 1942; 14-23 octobre 1943). Personnel d'autres entreprises, arrestations : rapports de police (16-22 octobre ; 16 novembre 1942), listes communiquées par les entreprises (non datées).
- 66 Grévistes, internement : notes, listes nominatives, procès-verbaux de notification et de transfert (24-29 octobre 1942). Demandes de libération, instruction : correspondance (octobre 1942-février 1943).
- 45 W 67 Manifestation de femmes du 7 novembre 1942 à Lyon.- Maintien de l'ordre, organisation : projet de dispositif (6 novembre 1942). Opinion publique : rapports de police, tracts (5-7 novembre 1942). 1942
- 45 W 68 Grèves et manifestations du 11 novembre 1942 dans la région de Lyon et le département du Rhône.- Suspects, arrestations, internements et assignations à résidence préventifs : rapports de police (14-30 novembre 1942). Maintien de l'ordre : circulaires (30 octobre-11 novembre 1942), rapports et comptes-rendus (4-13 novembre 1942). Demandes de libérations, instructions : correspondance (12-22 novembre 1942). 1942

RÉPRESSION DES ATTENTATS

- 45 W 69 Lucien Dupont -auteur présumé d'attentats-, recherche : circulaires (janvier-février 1942), rapports et comptes-rendus (janvier-mars 1942), affiches d'avis de recherche. 1942
- 45 W 70 Attentats du 26 et 27 novembre 1942.- Arrestations et internements : rapports de police (27-28 novembre 1942), notes (3-4 décembre 1942), listes nominatives. Demandes de libération, instruction : correspondance (novembre 1942). 1942

POLICE DE L'AIR

- 45 W 71 Aviation.-Vols d'avions, prévention : circulaire (21 février 1941), rapports et comptes-rendus (mars-avril 1941). Avions civils non réquisitionnés par les autorités militaires, contrôle : correspondance (mars-avril 1941), rapport de police (2 avril 1941). Accidents d'avions : circulaire (28 juillet 1941), rapports de police (septembre 1941). Aviation privée, réorganisation : correspondance (janvier-novembre 1941), rapports et comptes-rendus (février-mars 1941). 1941
- 45 W 72 Aéroport de Lyon-Bron, rapports du commissariat spécial.- Activité de l'aéroport : rapports (avril-août 1941 ; janvier-mars 1942). Entreprises travaillant pour l'aviation : rapports (avril 1942). 1941-1942
- 45 W 73 Contrôle des titres d'identité et de circulation, instructions générales : circulaires (28 juillet ; octobre 1941). 1941
- 45 W 74-75 Surveillance du territoire. [1939-1940] 1941-1944
- 74 Rôle et lutte des gardes territoriaux contre les parachutistes ennemis avant le 17 mai 1940, recensement des instructions : circulaires ([septembre-octobre 1939], 9 juin 1941), correspondance [septembre octobre 1939], rapport au ministère (21 juin 1941).
- 75 Lutte contre le parachutage d'agents et de matériel ennemi, organisation : circulaires (novembre 1941-janvier 1943), correspondance (décembre 1941). Avions tombés sur le territoire français, surveillance : circulaires (juillet-août 1942), notes (septembre 1941 ; août 1944), coupures de presse (août 1944).

Découverte de ballonnets et de bombes britanniques : procès-verbaux et rapports (octobre 1941-mai 1942), correspondance (janvier 1942 ; mai 1943). Passages d'avions et actes de sabotage : rapports et comptes-rendus (avril-octobre 1941).

VOLS DE TICKETS D'ALIMENTATION

- 45 W 76 Tickets d'alimentation, surveillance de la distribution et prévention des vols dans les mairies : circulaires (avril 1942-février 1943), rapports de police et correspondance (janvier 1942-avril 1943).
1942-1943

AFFAIRES TRAITÉES À LA DEMANDE D'AUTRES SERVICES OU NE RELEVANT PAS DE LA COMPÉTENCE DU PREMIER BUREAU

- 45 W 77 Délégation à la propagande.- Organisation : correspondance (mai 1941), circulaires (juillet 1941-août 1942), rapport des Renseignements généraux (16 avril 1942). Réunions organisées par le délégué départemental, autorisation : formulaires, correspondance (juin-septembre 1941). Tracts anti-gouvernementaux diffusés par le service de la propagande⁹, enquête : rapports, tracts (juin 1941).
1941-1942
- 45 W 78 Délégation régionale à la famille.- Surveillance des marchés par la délégation régionale à la famille, contrôle : correspondance, rapports de police (octobre 1941-janvier 1942).
1941-1942
- 45 W 79 Défense passive.- Plan d'alerte de la défense passive, contrôle : rapports de police (12 mars 1941), correspondance (12-24 mars 1941). Personnes n'ayant pas rendu leur masque à gaz, recherche : notes et correspondances (janvier-mars 1941). Occultation des lumières, application : télégrammes officiels (janvier 1943), circulaires (août 1943).
1941-1943
- 45 W 80-81 Service des réfugiés.
1941-1942
- 80 Vacayanni Gérôme -Français rapatrié de Grèce-, surveillance : notes de service (juin 1942).

9. Il s'agit bien de tracts anti-gouvernementaux réceptionnés par la délégation régionale à la propagande qui s'apprêtait à les diffuser.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET MAINTIEN DE L'ORDRE

- 81 Plaintes contre des réfugiés, instruction : correspondance (février 1941), rapports de police (mars 1941). Arrivée de convoi, surveillance : rapport de police (24 avril 1942). Réclamation de la réfugiée Suzanne-Lucie-Jeanne Bénard, instruction : note (non datée).
- 45 W 82 Service gouvernemental du cinéma et comité d'organisation de l'industrie cinématographique.- Saisie de films anti-allemands : correspondance (février 1941). Projection du film « Face au Bolchevisme », maintien de l'ordre : notes et correspondance (25-29 novembre 1941). Interdiction de projection par le service du cinéma, application : télégramme officiel (10 octobre 1940). 1940-1941
- 45 W 83 Préfecture, 4e division, 3e bureau.- Journal « Aux Ecoutes » enquête : notes et rapports ([avril 1938; septembre 1941], octobre 1941). 1941
- 45 W 84 Instructions aux forces de police édictées à l'initiative d'autres autorités que le ministère de l'Intérieur¹⁰ : notes, comptes-rendus, circulaires, correspondance. 1942
- 45 W 85 Affaires ne relevant pas de la compétence du premier bureau.- Affaires diverses, attribution au service compétent ou fin de non recevoir : correspondance. 1940-1943
- 45 W 86 Affaires ne relevant pas de la compétence du premier bureau.- Première division, 3^e bureau. Etrangers, dénombrement : statistiques. 1940-1945

PASSEPORTS, SAUF-CONDUITS ET LAISSEZ-PASSER

- 45 W 87*-92* Demandes de passeports et de visas, inscription. 1941-août 1944
- 87* Juillet-décembre 1941.
- 88* Répertoire alphabétique du registre de juillet-décembre 1941.
- 89* Janvier-mai 1942.
- 90* Mai-septembre 1942.
- 91* Septembre-décembre 1942.

10. Direction régionale de la Santé, ministère de la Production industrielle et des Communications, ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, secrétariat d'Etat à la Guerre.

- 92* Décembre 1942-août 1944.
- 45 W 93* Demandes de sauf-conduits pour la France d'Outre-Mer, inscription.
juin-novembre 1942
- 45 W 94 Circulation inter et intra-zones.- Demandes de titres de circulation
inter et intra-zones et réclamations, instruction : correspondance
(juin-octobre 1940). Circulation inter et intra-zones, contrôle : rap-
port interministériel (23 septembre 1940), télégrammes officiels (12-
28 octobre 1940), rapport de police (28 mars 1941). 1940-1941
- 45 W 95*-97* Demandes de sauf-conduits pour la Drôme et la Haute-Savoie, ins-
cription. 1944
- 95* Février-avril 1944.
- 96* Avril-juin 1944.
- 97* Juin-août 1944.
- 45 W 98*-100* Demandes de sauf-conduits pour la Drôme et la Haute-Savoie :
répertoires alphabétiques des registres d'inscription. 1944
- 98* Février-juin 1944.
- 99* Juillet 1944.
- 100* Août 1944.
- 45W 101*-103* Demandes d'enquêtes aux Renseignements généraux, enregistre-
ment. 1943-1944
- 101* Août-septembre 1943.
- 102* Février-août 1944.
- 103* 1943-1944.
- 45 W 104*-106* Demandes de passeports et de visas, inscription.
septembre 1944-1945
- 104* Septembre 1944-août 1945.
- 105* Septembre-novembre 1945¹¹.
- 106* Novembre-décembre 1945¹².

11. Demandes de passeports et de visas courants (septembre-novembre 1945), demandes de passeports français gratuits (septembre-octobre 1945), demandes de passeports Nansen (octobre-novembre 1945), demandes de certificats d'identité et de voyage pour les réfugiés venant d'Allemagne (septembre-novembre 1945).

12. Demandes de passeports et de visas courants (novembre-décembre 1945), demandes de certificats d'identité et de voyage pour les réfugiés venant d'Allemagne (novembre-décembre 1945).

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET MAINTIEN DE L'ORDRE

- 45 W 107* Sauf-conduits délivrés aux prisonniers de guerre allemands rapatriés, enregistrement. 1947-1950
- 45 W 108-110 Demandes de visas, instruction. 1944-1945
- 108 Correspondance, convocations, photographies (octobre 1944-décembre 1945).
- 109 Demandes de visas pour l'Allemagne et l'Autriche : dossiers, formulaires, pièces justificatives, photos d'identité (novembre-décembre 1945).
- 110 Demandes collectives et individuelles de visas pour la Palestine : dossiers (mai-juin 1945), correspondance (avril-août 1945).
- 45 W 111 Délivrance de visas d'entrée en France, avis : correspondance, formulaires, photographies, rapports de police (juin 1945-mars 1946). 1945-1946

RÉPRESSION DE L'AVORTEMENT

- 45 W 112 Répression de l'avortement, instructions générales : loi (15 février 1942), circulaires (mars 1942-juillet 1944); enquêtes : rapports de police, procès-verbaux de gendarmerie (juin 1942-juin 1945), correspondance (juin 1942-avril 1945). 1942-1945

RECENSEMENT DES JUIFS

- 45 W 113 Recensement des Juifs : cahier (1-3 octobre 1941). octobre 1941

**POLICE ET RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES
OU FRANCO-ITALIENNES**

**SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DES ALLEMANDS
ET DES ITALIENS EN FRANCE**

- 45 W 114 Ressortissants italiens, arrestation : mandats d'amener et de perquisition, rapports et procès-verbaux. 10-11 juin 1940
- 45 W 115 Activités des Allemands et des Italiens en France : rapports de police (septembre 1939-juin 1940; novembre 1941; janvier 1942; septembre 1942). 1939-1942
- 45 W 116 Centre de recutement des policiers et des militaires polonais par les services de la Gestapo, enquête : correspondance, rapports. 1941
- 45 W 117 Centre des organisations économiques allemandes et industriels et commerçants français les fréquentant : rapports. 1941-1942

**MAINTIEN DE L'ORDRE
ET RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS ALLEMANDES**

- 45 W 118 Débâcle et première occupation allemande.- Incidents impliquant des civils : notes et correspondance (19-2 juillet 1940). Incidents entre le public et les troupes d'occupation : notes et rapports de police (21 juin-3 juillet 1940). Incidents entre le personnel de police et les troupes d'occupation : notes et rapports de police (20 juin- 5 juillet 1940). Instructions allemandes, application : comptes-rendus d'entrevue entre les interprètes et les autorités allemandes (22 juin-2 juillet 1940), notes (19 juin-5 juillet 1940). Circulation des particuliers et des forces de police, autorisation : notes (22-29 juin 1940), listes et états numériques, laissez-passer (non datés). Militaires allemands isolés, refoulement : notes de service (8-9 juillet 1940).
juin-juillet 1940
- 45 W 119-124 Commissions d'armistice 1940-1942
- 119 Relations entre l'administration française et les commissions d'armistice, instructions générales : circulaires ministérielles (septembre 1940-mai 1942).

- 120 Relations entre l'administration française et la Croix-Rouge allemande, instructions générales et réglementation : circulaires (septembre 1941-novembre 1942). Croix-Rouge allemande, surveillance : rapports de police (octobre 1940-juin 1942).
- 121 Membres des commissions d'armistice, protection et surveillance : circulaires (mars-mai 1941), notes et correspondance (janvier 1941-juin 1942), rapports de police (octobre 1940-juin 1942).
- 122 Incidents dans lesquels sont impliqués des membres des commissions allemandes¹³, enquête : rapports (novembre 1940-octobre 1942).
- 123 Français fréquentant les membres des commissions d'armistice, surveillance : rapports, correspondance (octobre 1940-juillet 1942).
- 124 Enquêtes menées à la demande des officiers de liaison auprès des commissions d'armistice et des autorités allemandes : rapports et comptes-rendus (mai 1940; novembre 1940; janvier-octobre 1942).
- 45 W 125 Convois ferroviaires à destination de l'Allemagne et de l'Italie.- Surveillance, instructions générales et application : circulaire (22 avril 1941), rapport au ministre (7 mai 1941). Département du Rhône, surveillance : circulaire (7 mai 1941), notes et comptes-rendus (mars; mai 1941). Région de Lyon, surveillance : rapports et comptes-rendus (mai-novembre 1941). 1941
- 45 W 126 Vedettes allemandes convoyées sur le Rhône par les commissions allemandes, surveillance : télégrammes officiels, rapports de police (mars; novembre 1941). 1941
- 45 W 127 Relations avec les autorités d'occupation, instructions générales : circulaires (novembre 1942-mai 1943), coupures de presse (11 novembre 1942). 1942-1943
- 45 W 128 Couvre-feu consécutif à des attentats contre les Allemands : arrêtés préfectoraux, coupures de presse. janvier-avril 1943

13. Accidents de circulation (novembre 1940-juin 1942), incidents divers (novembre 1940-octobre 1942).

- 45 W 129 Sabotage.- Remplacement par les communes des panneaux allemands de signalisation arrachés, réglementation : notes et correspondance (juillet ; novembre 1943), circulaire (29 juillet 1943). 1943

CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS VOLONTAIRES POUR L'ALLEMAGNE

- 45 W 130 Recrutement clandestin de main-d'oeuvre pour l'Allemagne et activités du bureau de placement allemand, surveillance : circulaires (octobre 1941-octobre 1942), rapports et comptes-rendus (mars-octobre 1942), coupures de presse (11-15 juillet 1942). 1941-1942
- 45 W 131-132 Convois hebdomadaires de travailleurs volontaires français et étrangers pour l'Allemagne, contrôle : listes nominatives, notes et rapports de police (mai 1942-juin 1944). 1942-1944
- 131 Convois du 23 mai 1942 au 6 mai 1943.
- 132 Convois du 8 mai 1943 au 5 juin 1944.
- 45 W 133 Situation familiale des Italiens travailleurs volontaires en Allemagne, enquête : circulaire (17 novembre 1942), rapports de police et comptes-rendus, correspondance (février-août 1943). 1942-1943
- 45 W 134 Propagande contre le travail en Allemagne : rapports de police, tracts. juin-août 1942

MESURES ADMINISTRATIVES PRIVATIVES DE LIBERTE ET CAMPS D'INTERNEMENT

DE LA DÉCLARATION DE GUERRE À LA LIBÉRATION (1939-1944)

Instructions générales

- 45 W 135-137 Instructions générales. 1939-1944
- 135 Mesures administratives et camps d'internement : décrets-lois (novembre 1939-mars 1943), circulaires (décembre 1939-août 1944), notes et correspondance (février 1940-octobre 1941).

- 136 Libération des internés : circulaires (septembre 1940-juin 1942). Régime de permission des internés : circulaires (novembre 1940-mars 1944). Mesures administratives à l'encontre des militaires suspects : circulaires, correspondance (décembre 1939-septembre 1940). Gestion des camps : circulaires (janvier-août 1944).
- 137 Militants communistes internés en Afrique du Nord et libérés par les Alliés : circulaires (15 décembre 1942 ; 6 mars 1943), liste nominative des individus internés en Afrique du Nord pour menées antinationales, photographies des militants communistes Alfred Costes, Jean-Baptiste Bartolini, Florimond Bonte.

Mesures administratives privatives de liberté

- 45 W 138 Répression de la propagande communiste ou défaitiste : notes et statistiques. mars 1940
- 45 W 139 Internements administratifs prononcés dans le Rhône : télégrammes officiels (février 1941), états mensuels (février-juillet 1944). 1941-1944
- 45 W 140 Internés, assignés à résidence et éloignés domiciliés dans le Rhône, recensement : listes nominatives (octobre 1940 ; mai 1943 ; octobre 1943 ; août 1944). 1940-1944
- 45 W 141 Mesures administratives instruites par d'autres services.- Infractions au ravitaillement, internements : arrêtés préfectoraux (juillet 1942). Cabinet du préfet. Internements, assignations à résidence et éloignements : arrêtés préfectoraux (mars-novembre 1943). 1942-1943
- 45 W 142 Internés administratifs.- Demandes de renseignements et propositions d'internement, instruction : correspondance (décembre 1939-septembre 1942), rapports et comptes-rendus (août 1941-août 1942), notices individuelles de renseignement et extraits de casier judiciaire (août 1941). Evasions et transferts : rapports et comptes-rendus (mai 1941-mars 1944). 1939-1944
- 45 W 143 Libération, propositions au ministre de l'Intérieur : correspondance, listes nominatives. 1941-1944
- 45 W 144 Prévenus et condamnés en justice pour activités subversives et susceptibles d'une mesure d'internement : comptes-rendus du procureur général de la Cour d'Appel de Lyon (janvier-juillet 1944), état nomi-

- natif des détenus pour menées communistes et gaullistes de la
Maison de correction de Lyon (10 juin 1944). 1944
- 45 W 145 Internements, éloignements et transferts : dossiers collectifs¹⁴ -
arrêtés préfectoraux, listes nominatives, rapports- (ordre chrono-
logique des arrêtés). 1940-1943
- 45 W 146-177 Internés, éloignés et assignés à résidence¹⁵ : dossiers individuels¹⁶
-notices individuelles, arrêtés préfectoraux, correspondance, rapports
de police-. 1940-1944
- 146 A-Bal.
 - 147 Bar-Baz.
 - 148 Be.
 - 149 Bi-Bon.
 - 150 Bop-Br.
 - 151 Bu-Chal.
 - 152 Cham-Cho.
 - 153 Chr-Coss.
 - 154 Costa-Deg.
 - 155 Del-Dr.
 - 156 Du-E.
 - 157 Fa-Fl.
 - 158 Fo-Gat.
 - 159 Gau-Go.
 - 160 Gr-Gu.
 - 161 Ha-Juf
 - 162 Jug-Lag.
 - 163 Lah-Ly.
 - 164 Ma-Marq.
 - 165 Mars-Me.

14. Outre la trace de l'internement de nombreux communistes et gaullistes et de quelques Juifs, on y trouvera notamment un dossier relatif aux Alsaciens-Lorrains en provenance du camp de Schirmeck (24 août 1940) ainsi qu'un autre relatif aux individus impliqués dans l'affaire du journal «Combat» (7 décembre 1942).

15. Il existe aussi un registre récapitulatif des internements de 1940 à 1944, voir 45 W 201.

16. Ces dossiers ont servi ensuite à établir les droits des anciens internés, aussi y trouve-t-on des notes et de la correspondance très postérieures à la guerre.

- 166 Mi-Mu.
- 167 N-O.
- 168 Pa.
- 169 Pe-Pk.
- 170 Pl-Rex.
- 171 Rey-Rom.
- 172 Ron-Sa.
- 173 Sc-Sm.
- 174 So-Sz.
- 175 T.
- 176 U-V.
- 177 W-Z.

Contrôle des camps

- 45 W 178-179 Mise en route des camps d'internement. 1940-1941
 - 178 Situation des camps d'internement dans le Rhône, comptes-rendus au ministre : télégrammes officiels (septembre ; octobre 1940), correspondance (février-mars 1941).
 - 179 Détenus du Paillet, transfert pour regroupement : notes (avril-mai 1940), circulaire (25 octobre 1940); transfert au Fort-Barraux : notes et correspondance (janvier-juillet 1941). Individus en instance de mesure administrative écroués au Petit dépôt de Lyon, évacuation : notes et rapports (31 décembre 1941).
- 45 W 180-181 Fort du Paillet. 1939-1941
 - 180 Marche générale du camp d'internement, contrôle : note au ministre de l'Intérieur (27 octobre 1940), rapports mensuels et ponctuels du chef du camp (novembre 1940-janvier 1941). Mouvement des internés, contrôle : rapports et correspondance (novembre 1940-janvier 1941).
 - 181 Situation des internés administratifs, contrôle : circulaires (février-octobre 1940), listes nominatives et notes (octobre 1939-octobre 1940), rapports et comptes-rendus (décembre 1939; février 1940). Remboursement à l'intendance militaire des frais de nourriture et d'entretien des travailleurs requis : rapports au Ministre (janvier 1940-février 1941).

- 45 W 182-183 Fort-Barraux (Isère).- Situation des internés administratifs, contrôle : états bi-mensuels des internés libérés, fiches individuelles des nouveaux internés. 1942-1944
182 janvier-octobre 1942.
183 décembre 1942-août 1944.
- 45 W 184 La Guiche (Saône-et-Loire).- Situation des internés administratifs, contrôle : états bi-mensuels des internés libérés, fiches individuelles des nouveaux internés (mai 1942; novembre 1942-juillet 1943). 1942-1943
- 45 W 185 Internés administratifs, recensement.- Fort-Barraux : liste nominative des internés (5 février 1943). Camp de Saint-Sulpice-La-Pointe (Tarn) : liste nominative des internés de la région de Lyon (24 février 1943). 1943

A LA LIBÉRATION (1944-1946)

Instructions générales

- 45 W 186 Camps et mesures d'internement, instructions générales : arrêté ministériel¹⁷ (mars 1944), circulaires (octobre-décembre 1945; février 1946-mars 1950). 1944-1950

Mesures administratives privatives de liberté

- 45 W 187 Commissions liées à l'Épuration.- Commission de vérification des internements administratifs, commission de contrôle des camps, commissions de criblage, organisation : ordonnance (4 octobre 1944), circulaires (octobre 1944; septembre 1945), arrêtés préfectoraux (septembre 1944-avril 1945). Indemnisation des membres des commissions : instructions générales : arrêté ministériel (14 janvier; 15 décembre 1944), circulaires (14 février 1945), décret (4 octobre 1945). 1944-1945
- 45 W 188 Séances des commissions de criblage de la prison de Saint-Paul, du fort de Montluc et du camp d'internement de Vancia : comptes-rendus. octobre 1944-février 1945

17. Arrêté pris par le gouvernement de la France Libre à Alger.

- 45 W 189-190 Commission de vérification des internements administratifs.
1944-1946
- 189 Dossiers étudiés, enregistrement (janvier-novembre 1945).
Affaires diverses : correspondance (décembre 1944-juin 1945)
- 190 Vérification des dossiers des internés : avis, bordereaux de transmission des dossiers au délégué régional à la Justice civile (classés par ordre alphabétique des départements d'origine des individus, janvier 1945-février 1946).
- 45 W 191 Suspects arrêtés après la Libération, recensement : liste nominative des individus arrêtés et présentés aux commissions de criblage (octobre-novembre 1944), liste nominative des individus emprisonnés à la Maison de correction et à la Maison d'arrêt de Lyon (7 novembre 1944).
octobre-novembre 1944
- 45 W 192 Répression des faits de collaboration dans le département du Rhône, comptes-rendus au ministre et au commissaire régional de la République : correspondance (février 1945-janvier 1946), statistiques mensuelles (novembre 1944-novembre 1945) et récapitulative (janvier 1946).
1944-1946
- 45 W 193 Dossiers des individus internés par le préfet du Rhône, transmission au commissaire régional de la République : bordereaux descriptifs (octobre 1944-janvier 1945).
1944-1945
- 45 W 194 Commissaire régional de la République. Eloignements, internements et assignations à résidence, notification de ses décisions au préfet du Rhône : notes et arrêtés non notifiés aux individus concernés.
août-décembre 1945
- 45 W 195 Révision des mesures d'éloignement et d'assignation à résidence, comptes-rendus au ministre : statistiques (janvier 1946), liste nominative (6 avril 1946).
1946
- 45 W 196-198 Suspects rapatriés d'Allemagne internés dans les camps du Rhône.
1945-1946
- 196 Recensement et tri¹⁸ : listes nominatives (octobre-décembre 1945). Transferts à la Cour de Justice de Lyon : listes nominatives, correspondance, notes, rapports (novembre-décembre 1945).

18. Tri entre les suspects à rapatrier dans leurs régions d'origine et ceux à garder dans les camps du Rhône.

- 197 Transferts dans leur région d'origine : dossiers par région de destination¹⁹ -listes nominatives, notes, procès-verbaux- (novembre-décembre 1945).
- 198 Enquête : notes (octobre-novembre 1945), rapports de police (octobre 1945-février 1946).
- 45 W 199 Demandes de renseignements sur les personnes arrêtées ou internées, instruction : correspondance (octobre 1944-juin 1946), rapports de police et procès-verbaux de gendarmerie (décembre 1944-mars 1946). 1944-1946
- 45 W 200 Libération des internés des centres de séjour surveillé du Rhône : comptes-rendus du directeur départemental des centres de séjour surveillé, procès-verbaux de libération (novembre 1944-mars 1945). 1944-1945
- 45 W 201*-203* Registres des internements. 1940-1946
- 201* Registre des internements²⁰ (13 janvier 1940-9 avril 1946)
- 202* Registre des internements des étrangers domiciliés dans le Rhône dont les dossiers doivent être soumis à la commission de vérification des internements administratifs (décembre 1944-juillet 1945).
- 203* Registre des internements des suspects rapatriés d'Allemagne avec répertoire alphabétique (1945).
- 45 W 204* Répertoire des personnes internées dans les CSS du Rhône (classées chronologiquement par département d'origine et motif d'internement, 1944-1945). Répertoire alphabétique du répertoire général pour les personnes originaires du Rhône internées sur ordre des autorités militaires. 1944-1945
- 45 W 205-215 Dossiers individuels des assignés et éloignés - arrêtés préfectoraux, correspondance, rapports de police- (ordre alphabétique). 1944-1946
- 205 A.
- 206 Ba-Be.

19. De la 1ère à la 22ème région auxquelles s'ajoutent Paris, la Cour de Justice de Grenoble et de Chambéry, le camp de Sorgues (Vaucluse).

20. Registre ouvert en septembre 1944, récapitulant les internements antérieurs depuis 1940. Il comprend également un décompte des internements de 1939.

MESURES ADMINISTRATIVES PRIVATIVES DE LIBERTÉ...

- 207 Bi-Ca.
- 208 Ce-Deg.
- 209 Des-Fri.
- 210 G-H.
- 211 J-Mar.
- 212 Mas-O.
- 213 Pa-Ri.
- 214 Ro-Ter.
- 215 Tey-Z.

- 45 W 216 Dossiers des individus internés mais jamais présentés dans les camps du Rhône -notices individuelles, arrêtés préfectoraux, correspondance, rapports de police- (ordre alphabétique, 1944-1945). 1944-1945

- 45 W 217-245 Dossiers individuels des internés -notices individuelles, arrêtés préfectoraux, correspondance, rapports de police-. 1944-1945
 - 217 A.
 - 218 Ba-Beq.
 - 219 Ber-Bez.
 - 220 Bi-Bot.
 - 221 Bou-Bz.
 - 222 C-Char.
 - 223 Chas-Cl.
 - 224 Co-Cz.
 - 225 Da-Del.
 - 226 Dem-Di.
 - 227 Do-Dz.
 - 228 E-Fon.
 - 229 For-Gar.
 - 230 Gas-Go.
 - 231 Go-Gz.
 - 232 H-J.
 - 233 K-Laz.
 - 234 Le-Ly.
 - 235 Ma-Mas.

- 236 Mat-Mi.
- 237 Mo-Nz.
- 238 Ob-Per.
- 239 Pes-Po
- 240 Pr-Ri.
- 241 Ro-Rz.
- 242 Sa-Sen.
- 243 Ser-To.
- 244 Tr-Ve.
- 245 Vi-Z.

45 W 246-249 Dossiers individuels des internés libérés par le préfet malgré avis contraire de la commission de criblage : dossiers individuels -notices individuelles, correspondance, rapports de police, procès-verbaux de gendarmerie, pièces à conviction²¹- (ordre alphabétique).

1944-1945

- 246 A-C.
- 247 D-J.
- 248 K-R.
- 249 S-Z.

Contrôle et administration des camps

45 W 250 Commission de contrôle des camps. Situation des camps du Paillet et de la Duchère, contrôle : rapport (30 novembre 1945), statistiques et listes nominatives (novembre-décembre 1944). 1944-1945

45 W 251 Effectifs et situations des camps du Rhône, comptes-rendus au ministre : correspondance (décembre 1944-juin 1945), statistiques (février-juin 1945), rapports (octobre 1944-avril 1945), listes nominatives des étrangers (février 1945-mai 1945), des Alsaciens-Lorrains (30 mars 1945). 1944-1945

45 W 252 Camps du Rhône à la fin de 1944.- Liste nominative des internés de Vancia (26 octobre 1944). Transferts d'internés : rapports (novembre 1944). 1944

21. Correspondance, reçus de cotisation à des mouvements collaborationnistes. A noter : deux affiches du Mouvement de libération nationale au dossier Métenier (Louis).

MESURES ADMINISTRATIVES PRIVATIVES DE LIBERTÉ...

- 45 W 253 Internés des camps du Paillet et de la Duchère, recensement : listes nominatives. 15 avril 1945
- 45 W 254-256 Mutations de l'effectif des internés. 1944-1945
- 254 La Duchère : états nominatifs journaliers (15 avril-6 décembre 1945).
- 255 Le Paillet : états nominatifs journaliers (17 avril-30 décembre 1945).
- 256 La Duchère et Vancia-Le Paillet : états numériques hebdomadaires (18 novembre 1944-23 juin 1945; 19 juillet 1945), comptes-rendus bimensuels de la Duchère (1er janvier-15 décembre 1945) et de Vancia-le Paillet (1er janvier-30 novembre 1945), rapports ponctuels (novembre 1944-décembre 1945).
- 45 W 257-260 Fonctionnement des camps. 1944-1946
- 257 Gestion, fonctionnement et discipline des camps, comptes-rendus au ministre : rapports (novembre 1944-juin 1945).
- 258 Rapports mensuels des chefs des camps (février-décembre 1945).
- 259 Fonctionnement du service de santé et état sanitaire des internés, contrôle : notes et correspondance (novembre 1944-janvier 1946), rapports et comptes-rendus (octobre 1944-juin 1945).
- 260 Surveillance des camps, organisation : ordres de réquisition de la gendarmerie (décembre 1944), notes (décembre 1944-mai 1945), rapports (mars-août 1945). Personnel affecté à la garde, équipement matériel : correspondance (juillet-octobre 1945), reçus et décharges (octobre 1945; décembre 1945; mars 1947).
- 45 W 261-263 Application du règlement intérieur des camps. 1944-1945
- 261 Demandes d'autorisation de mariage, instruction : notes et correspondance (janvier-mars 1945). Permissions, autorisation : notes et correspondance (décembre 1944-juin 1945), permissions (février-avril 1945), rapports (février-mai 1945).
- 262 Correspondance et visites des détenus, instructions générales : arrêté ministériel (14 mars 1944), circulaires (octobre 1944-mars 1945), règlements (janvier; mars 1945), notes et correspondance (novembre 1944-mai 1945). Correspondance des

- détenus, censure : lettre interceptée (17 janvier 1945), notes (novembre 1944-octobre 1945). Visites des avocats, autorisation : correspondance (mars-mai 1945), permis (décembre 1944-avril 1945).
- 263 Affaires diverses : notes et correspondance (décembre 1944-juillet 1945), rapports (février-avril 1945).
- 45 W 264-271 Gestion du personnel des camps. 1944-1946
- 264 Personnel, nominations et mutations : arrêtés ministériels (août-octobre 1945); licenciements : arrêtés ministériels (décembre 1945-mars 1946), états nominatifs du personnel licencié (15 novembre 1945); reclassement : circulaires, listes nominatives et notes (décembre 1945-juin 1946). Demandes d'emploi et de réintégration, instruction : correspondance (septembre-novembre 1945). Déclarations d'accidents : certificats médicaux, notes et correspondance (avril-décembre 1945).
- 265 Mutations du personnel du Paillet et de la Duchère : états bimensuels (décembre 1944-novembre 1945).
- 266 Desservants des cultes catholique, protestant et orthodoxe, désignation : correspondance (octobre 1944-juin 1945), autorisations et mandatements (novembre 1944-mars 1945). Entrée du personnel dans les camps, autorisations : notes et correspondance (décembre 1944-avril 1945), autorisations et mandatements (novembre 1944-avril 1945).
- 45 W 267-268 Personnel du camp du Paillet : dossiers individuels (ordre alphabétique). 1944-1945
- 267 A-G.
- 268 H-V.
- 45 W 269-271 Personnel du camp de la Duchère : dossiers individuels (ordre alphabétique). 1944-1945
- 269 A-D.
- 270 E-N.
- 271 P-W.
- 45 W 272-279 Comptabilité des camps. 1944-1950
- 272 Budgets 1944-1945, instructions générales : circulaires ministérielles (octobre 1944-février 1945), correspondance

- (décembre 1944-novembre 1945); propositions trimestrielles : états des dépenses à engager, notifications de crédits (janvier-octobre 1945).
- 273 Traitement du personnel des centres de séjour surveillé, demandes et réceptions de délégation de crédits : circulaires, télégrammes officiels, notes et correspondances (août 1945-mars 1946).
- 274 Traitements du personnel du fort du Paillet : états nominatifs mensuels (octobre 1944-janvier 1945).
- 275 Traitements du personnel de la Duchère : états nominatifs mensuels (novembre 1944-mai 1946).
- 276 Devis et marchés relatifs aux travaux d'aménagement des camps du Paillet et de la Duchère, instructions générales : extrait du cahier des charges des travaux d'architecture des bâtiments départementaux [juin 1940], circulaires ([1942]; 1945); soumission et paiement : procès-verbaux de concession par les autorités militaires des forts du Paillet [16 décembre 1942] et de la Duchère [1er novembre 1943], devis (octobre 1944), marchés (janvier-novembre 1945), plans des projets d'aménagement du Paillet (9 octobre 1944) et de la Duchère (non daté).
- 277 Camps, équipement matériel : correspondance et notes (janvier-octobre 1945).
- 278 Fournitures des camps, paiement : correspondance (avril 1945-juin 1948).
- 279 Remboursement par les détenus de leurs frais d'internement, instructions générales : loi [septembre 1942], ordonnance (20 janvier 1945), circulaires (mars-novembre 1945 ; mars 1950); versement des sommes perçues par les gestionnaires des camps à la Trésorerie générale : ordres de reversements, listes nominatives (août 1945-janvier 1946). Paiement des frais d'hospitalisation des suspects, transfert de compétence au ministère de la Justice : notes et correspondance (décembre 1945-janvier 1946).
- 45 W 280 Liquidation des CSS du Paillet et de La Duchère.- Instructions générales : circulaire (9 octobre 1945), télégrammes officiels (novembre 1945-avril 1946), correspondance (décembre 1945, mars 1946). Liquidation financière : états récapitulatifs des opérations (janvier

- 1946), arrêtés préfectoraux (février 1947). Produits alimentaires et combustibles, vente : inventaires, factures (décembre 1945), avis d'approbation des domaines (6 juin 1946). Matériel des camps, réaffectation : inventaires, correspondance (juin 1945-avril 1946 ; février 1948). Véhicules des camps, gestion et réaffectation : déclarations de propriété (octobre-décembre 1944), notes et correspondance (octobre 1944-août 1948). 1944-1948
- 45 W 281 Forts du Paillet et de la Duchère, restitution à l'autorité militaire : correspondance (mars 1945-septembre 1946), rapport au ministre (octobre 1946), procès-verbaux de remise (31 janvier 1946). 1945-1946
- 45 W 282 Bail d'occupation des locaux de la direction départementale des CSS, préparation : notes et correspondance, projets de bail, bail. 1944-1945

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES CENTRES DE SÉJOUR SURVEILLÉ

- 45 W 283*-284* Direction des CSS. Courrier au départ, enregistrement. 1944-1945
- 283* septembre 1944-avril 1945.
- 284* mai-novembre 1945.
- 45 W 285* Direction des CSS. Courrier à l'arrivée, enregistrement. 1944-1945
- 45 W 286* Direction des CSS. Permis de visite aux familles des internés, enregistrement : registre et répertoire alphabétique (mars-octobre 1945). 1945
- 45 W 287*-288* Direction des CSS. Laissez-passer délivrés pour les camps du Rhône, enregistrement : cahiers avec photos d'identité. 1944-1945
- 287* 1-162.
- 288* 163-225.
- 45 W 289 Direction des CSS. Rapports mensuels des chefs de camps transmis au ministère de l'Intérieur. janvier-juin 1945
- 45 W 290-297 Direction des CSS. Correspondance (classée par destinataire). 1944-1945
- 290 Ministère de l'Intérieur (février-juin 1945).
- 291 Secrétaire général pour la police (octobre-juin 1944).

- 292 Préfet du Rhône et commissaire régional de la République (octobre-décembre 1944).
- 293 Préfet du Rhône (janvier-juin 1945).
- 294 Commissaire régional de la République (janvier-juin 1945).
- 295 Camp de Vancia (octobre 1944-avril 1945).
- 296 Camp du Paillet (avril-juin 1945).
- 297 Camp de la Duchère, questions diverses (octobre 1944-juin 1945).
- 45 W 298 Direction des CSS. Evasions d'internés de la Duchère, comptes-rendus au préfet du Rhône : rapports et correspondance.
décembre 1944-avril 1945.

CAMPS DU RHÔNE

Vancia-Le Paillet

- 45 W 299 Fonctionnement du camp, instructions de la préfecture et de la direction : notes et correspondance. 1944-1945
- 45 W 300*-301* Départ et arrivée du courrier, enregistrement. 1944-1945
 - 300* Par le vaguemestre (octobre 1944-novembre 1945).
 - 301* Par le commissariat du camp (octobre 1944-novembre 1945).
- 45 W 302 Correspondance générale du camp. 1944-1945
- 45 W 303* Entrées et sorties des internés, enregistrement.
décembre 1944-novembre 1945
- 45 W 304*-313* Comptabilité.- Livres comptables. 1944-1946
 - 304*-306* Livres de caisse (1944-1946).
 - 304* Livre de caisse (décembre 1944-janvier 1946).
 - 305* Livre de caisse (septembre-octobre 1945).
 - 306* Livre brouillard (septembre 1944-30 janvier 1946).
 - 307* Remboursement des frais d'internement : répertoire alphabétique (1944-1946).
 - 308* Avances de fonds (novembre 1944-octobre 1945).
 - 309* Livre du compte-chèque postal (juin 1945-février 1947).

- 310* Grand livre des fournisseurs (1944-1945).
- 311* Répertoire alphabétique du livre des fournisseurs (1944-1945).
- 312* Livre des factures (octobre 1944-décembre 1945).
- 313* Factures adressées à la préfecture (février 1945-janvier 1946).
- 45 W 314-317 Comptabilité.- Mémoires et factures, paiement : mémoires et factures classées par chapitres et articles. 1944-1948
 - 314 Chapitre LF, article 1 (janvier 1945-mars 1948).
 - 315 Chapitre LF, article 2 (février 1945-février 1946).
 - 316 Chapitre LF, article 3 (mars 1945-février 1946).
 - 317 Chapitre LI, article 2 (décembre 1944-mars 1945).
- 45 W 318*-325* Comptabilité, fonds des internés.- Livres comptables. 1944-1946
 - 318* Recettes et dépenses (octobre 1944-janvier 1946).
 - 319*-320* Tenue des comptes des internés (1944-1945).
 - 319* Registre A.
 - 320* Registre B.
 - 321* Répertoire alphabétique des registres de tenue de comptes (1944-1945).
 - 322* Balance des comptes des internés (1944-1945).
 - 323* Versements aux internés (novembre 1944-novembre 1945).
 - 324* Sorties pour achat de fournitures (septembre-octobre 1945).
 - 325* Remboursements aux internés (novembre 1944-janvier 1946).
- 45 W 326*-327* Dépôts d'objets, enregistrement. 1944-1945
 - 326* Registre d'inscription (1944-1945).
 - 327* Répertoire alphabétique du registre des dépôts d'objet (1944-1945).
- 45 W 328*-329* Dépôts de bijoux, enregistrement. 1944-1945
 - 328* Registre d'inscription (1944-1945).
 - 329* Répertoire alphabétique du registre des dépôts de bijoux (1944-1945).

La Duchère

- 45 W 330 Fonctionnement du camp : notes de service. 1944-1945
- 45 W 331* Courrier à l'arrivée, enregistrement. septembre-décembre 1945
- 45 W 332 Correspondance générale. 1944-1945
- 45 W 333*-334* Registres d'écrou. 1944-1945
 333* 1-651 (octobre 1944-23 janvier 1945).
 334* 652-1376 (23 janvier-mai 1945).
- 45 W 335*-337* Répertoires alphabétiques des internés. 1944-1945
 335* Novembre 1944- janvier 1945.
 336* Février-avril 1945.
 337* Avril-octobre 1945.
- 45 W 338* Registre d'écrou des détenus administratifs. mai-novembre 1945
- 45 W 339* Répertoire alphabétique du registre d'écrou des détenus administratifs. mai-novembre 1945
- 45 W 340-341 Détenus administratifs : dossiers individuels -fiche de renseignement, arrêtés préfectoraux, correspondance- (classés par numéro d'ordre d'écrou). 1944-1945
 340 1-400.
 341 400-613.
- 45 W 342 Détenus administratifs mineurs : notices individuelles de renseignement. mai-juillet 1945
- 45 W 343* Registre des libérations. 31 octobre 1944-21 décembre 1945
- 45 W 344* Mouvement des internés : états nominatifs hebdomadaires. janvier-décembre 1945
- 45 W 345 Etrangers internés à rapatrier, recensement : listes nominatives. septembre 1945
- 45 W 346 Jugement des internés en cour de Justice : résultats d'audience. 1944-1945
- 45 W 347*-351* Cahiers d'enregistrement des colis destinés aux internés (conservés à titre de spécimen). novembre 1944-janvier 1945
 347* Arrivée de linge.

- 348* Départ de linge.
- 349* Arrivée de vivres.
- 350* Distribution de tabac.
- 351* Délégations de colis.
- 45 W 352* Effectifs du personnel : états mensuels. octobre-décembre 1944
- 45 W 353*-366* Comptabilité.- Livres comptables. 1944-1947
 - 353*-356* Livres de caisses (1944-1946).
 - 353* Novembre 1944-12 juillet 1945.
 - 354* 13 juillet 1945-janvier 1946.
 - 355* Livre brouillard (novembre 1944-26 juillet 1945).
 - 356* Livre brouillard (27 juillet 1945-janvier 1946).
 - 357* Avances et dépenses (janvier-décembre 1945).
 - 358* Délivrance des bons de caisse (mars 1945-janvier 1946).
 - 359* Comptes-chèques postaux (novembre 1944-février 1947).
 - 360* Sortie journalière des vivres (novembre-décembre 1945).
 - 361* Grand livre des fournisseurs (1944-1945).
 - 362* Répertoire alphabétique du grand livre des fournisseurs (1944-1945).
 - 363* Répertoire alphabétique des fournisseurs (1944-1945).
 - 364* Enregistrement des commandes (octobre 1944-octobre 1945).
 - 365* Enregistrement des factures à créditer (octobre 1944-janvier 1946).
 - 366* Récapitulation mensuelle des factures (octobre 1944-mars 1946).
- 45 W 367-369 Comptabilité.- Mémoires et factures, paiement : mémoires et factures (classées par chapitres et articles). 1944-1946
 - 367 Exercice 1944 (décembre 1944-janvier 1945).
 - 368 Exercice 1945, mémoires et factures acquittées par la préfecture (décembre 1944-mars 1946).
 - 369 Exercice 1945, mémoires et factures acquittées par le camp (janvier-décembre 1945).
- 45 W 370 Comptabilité.- Correspondance avec les fournisseurs (ordre alphabétique des correspondants). 1944-1945
- 45 W 371*-372* Comptabilité, fonds des internés : livres comptables. 1944-1945

POLICE ADMINISTRATIVE

371* Balance mensuelle des comptes des internés (février-décembre 1945).

372* Versements et retraits (novembre 1944-décembre 1945).

La Duchère et le Paillet.

45 W 373 Papiers personnels des internés laissés aux greffes des camps -correspondance, photographies²², pièces d'identité, journaux intimes-(ordre alphabétique des noms, 1944-1945). 1944-1945

POLICE ADMINISTRATIVE

PORT D'ARMES

45 W 374 Autorisations de port d'armes, instructions générales : circulaires (avril; juin 1944), notes et correspondance (décembre 1943-juin 1944). 1943-1944

45 W 375 Liste de personnes ayant obtenu un port d'armes à titre individuel sous l'Occupation (non datée).

45 W 376* Autorisations de port d'armes délivrées conjointement par les autorités françaises et allemandes, récapitulation. 1943-1944

45 W 377*-378 Demandes d'autorisation de port d'armes. 1942-1944

377* Enregistrement : registre alphabétique.

378 Instruction : dossiers acceptés -correspondance, rapports de police, arrêtés ministériels d'autorisation-(ordre chronologique des arrêtés ministériels, janvier 1943; septembre 1943-mai 1944); dossiers refusés (février; décembre 1942).

45 W 379-380 Autorisations de port d'armes de plein droit. 1943-1944

379 Départements de la région de Lyon, recensement : correspondance, listes nominatives (janvier-mars; juillet 1943).

380 Département du Rhône, recensement : liste (1944).

22. Tirages papiers, plaques de verre, négatifs.

POLICE ET CAMPS D'INTERNEMENT DANS LE RHÔNE...

- 45 W 381-382 Autorisations de port d'armes. 1942-1944
- 381 Révision à la demande des autorités allemandes : circulaires ministérielles (décembre 1942; août 1943), statistiques et listes nominatives (septembre-décembre 1943), correspondance (novembre-décembre 1943).
- 382 Demandes d'agrément aux autorités allemandes : listes, correspondance (septembre 1943-avril 1944).
- 45 W 383 Autorisations de port d'armes de plein droit, attestations : notes et correspondance, rapports de police et de gendarmerie (novembre 1945-octobre 1947), listes nominatives (1946-1947). 1945-1947

ASSOCIATIONS

- 45 W 384 Affiliation des sociétés scolaires et postsecondaires à la fédération des oeuvres de l'enseignement public, instructions : loi (20 octobre 1940), correspondance (septembre-novembre 1941). 1940-1941
- 45 W 385-390 Demandes d'affiliation des sociétés scolaires et postsecondaires à la fédération des oeuvres de l'enseignement public, instruction : dossiers -liste des membres, statuts, rapport sur le fonctionnement, compte-rendu moral et financier, rapports de police, arrêtés ministériels- (ordre numérique). 1941-1944
- 385 1-65.
- 386 66-120.
- 387 121-200.
- 388 201-275.
- 389 276-340.
- 390 341-380.
- 45 W 391 Demandes d'affiliation sans objet, instruction : dossiers (ordre numérique). 1941-1944

PORT D'INSIGNES

- 45 W 392 Autorisations de port d'insignes, instructions : décret [13 juin 1853]; loi [6 novembre 1920], circulaires (décembre 1940-janvier 1942), correspondance (janvier 1940-mai 1942). 1940-1942

POLICE ADMINISTRATIVE

- 45 W 393 Port d'insignes et de décorations par les particuliers, autorisations : correspondance. 1940-1942
- 45 W 395-396 Port d'insignes par les membres des associations, autorisation : dossiers des associations -correspondance, rapports de police, autorisation préfectorale- (ordre chronologique des autorisations). 1940-1945
- 394 Janvier 1940-janvier 1941.
- 395 Février-Juin 1941.
- 396 Août 1941-juin 1945.
- 45 W 397 Port d'insigne par les membres des associations, autorisation : dossiers des associations refusés, suspendus ou sans suite (ordre chronologique). 1940-1945

APPAREILS DUPLICATEURS ET PRESSES À IMPRIMER

- 45 W 398 Appareils duplicateurs, contrôle : arrêtés préfectoraux (novembre 1940; janvier 1945), circulaires (novembre 1940; janvier 1945). 1940-1945
- 45 W 399-400 Appareils duplicateurs, contrôle. 1941-1945
- 399 Etats nominatifs des détenteurs, déclarations de propriété (1941-1944).
- 400 Correspondance, déclarations (1941-1945).
- 45 W 401 PresSES à imprimer, contrôle : circulaires (avril 1941; avril 1942), arrêtés préfectoraux (mai 1941), états nominatifs des détenteurs (juin-juillet 1941). 1941-1942

PRESSE

- 45 W 402-404 Demandes d'autorisation de paraître ou de reparaître pour les journaux et les revues, instruction : dossiers -demandes d'autorisation, rapports de police, décision ministérielle- (ordre alphabétique). 1940-1944
- 402 Dossiers acceptés (1941-1943).
- 403 Dossiers refusés (1941-1943).
- 404 Dossiers en instance (1940-1944).

- 45 W 405 Presse, contrôle : rapports aux ministères de l'Intérieur, des Finances, au service d'information de la presse et de la censure de la vice-présidence du Conseil, rapports de police, journal²³ (août 1940-novembre 1942). Collaboration avec les services d'information, de la presse et de la censure : correspondance et rapports (décembre 1940-janvier 1942). Requêtes de particuliers ou de directeurs de publication, instruction : correspondance, rapports de police, journaux²⁴ (août 1940-juillet 1942). 1940-1942

INDEMNISATION DES DOMMAGES CAUSÉS PAR DES ATTENTATS
OU LORS DE MANIFESTATIONS

- 45 W 406 Demandes d'indemnisation pour perte de l'essence déversée sur ordre de la police le 18 juin 1940, instruction : notes et correspondance ([mai-juin 1940]; juillet 1941-mars 1944), procès-verbaux (juillet 1940). 1940-1944
- 45 W 407-408 Indemnisation des dommages causés aux ressortissants italiens lors des manifestations du 10 juin 1940, remboursement de l'Etat aux communes. 1940-1952
- 407 Dossier collectif -correspondance et notes (juillet 1940-février 1949), rapports au ministre (août-décembre 1948), rapports de police (mars-août 1944).
- 408 Dossiers individuels -correspondance, rapports de police, extraits des minutes du greffe du tribunal civil de Lyon- (ordre alphabétique des noms).
- 45 W 409-411 Indemnisation des dommages causés par les attentats ou les manifestations²⁵, remboursement de l'Etat aux communes : dossiers individuels des plaignants -notes et correspondance, extraits des minutes du greffe du tribunal civil de Lyon-. 1940-1960
- 409 Hôtel Masséna, cours Lafayette (25 avril 1943). Avenue de Saxe (27 mai 1943). Compagnie des omnibus et tramways de Lyon, installations de Lyon et de Villeurbanne (19 et 20 sep-

23. Un numéro de l'« Illustré de la Province et des Colonies », juin 1940.

24. « Jeunesse ouvrière féminine », septembre 1940 ; « Jeunesse des Alpes », novembre 1940 (publication des Chantiers de Jeunesse) ; « Temps Nouveaux », 31 janvier 1941.

25. Les dossiers sont classés dans l'ordre chronologique de leur instruction. On donnera ici le lieu de l'attentat et sa date.

tembre, 1er mai 1943). Rue Vauban (20 juillet 1943). Avenue de Saxe (31 mai 1943). Boulevard des Etats-Unis (24 mai 1943). Cours Richard Vitton (22 juillet 1944). Journal «Le Pays Libre», rue Emile Zola (11 septembre 1942). Place Carnot (5 novembre 1945). Hôtel Savoie, rue Moncey (27 mai 1943). Rue Romarin (1er décembre 1942). Bar Lucienne, rue de l'Hôtel de Ville (13 juillet 1943). Légion des volontaires français, rue de l'Hôtel de Ville (11 mai 1944).

- 410 Garage Majestic, quai de Tilsitt (25 avril 1943). Rue Emile Zola (11 septembre 1942). Grande rue Saint-Clair à Caluire (7 juin 1943). Rue de l'Hôtel de ville -attentat contre L'Union générale des Israélites de France- (fin juillet 1944). Rue Neville Chamberlain à Caluire (15 juin 1945). SA Les aciéries du Rhône, rue Auguste Lumière (2 janvier 1944²⁶). SA Lacollonge à Villeurbanne (20 août 1943).
- 411 Consorts Israël²⁷, pillage de l'appartement par la police allemande (18 décembre 1943). Monôme étudiant (21 juin 1957). Banco di Roma, manifestation du 10 juin 1940. Bar Restaurant Le Monde, rue Bellecordière, dégâts causés par les FFI (3 septembre 1944). Place Bellecour (3 mars 1944). Rue Paul Bert (20 janvier 1945). Gillet-Thaon, occupation de leur usine de Lyon du 11 juin au 3 juillet 1936.

CERTIFICATS DE CIVISME

- 45 W 412 Certificats de civisme, délivrance : correspondance, rapports de police, certificats. août 1945-juin 1946

26. Photographies.

27. Famille de René Israël, membre actif de la résistance, fusillé en juin 1944.

ANNEXES

TABLEAU DES NOMS DE LIEUX

FRANCE

France
France d'Outre-Mer
Lyon (région)

DEPARTEMENTS¹

<i>Ain</i>	<i>Haute-Savoie</i>
Ain (département)	Haute-Savoie (département)
<i>Alpes-Maritimes</i>	<i>Isère</i>
Pisançon	Isère (département)
<i>Bas-Rhin</i>	<i>Loire</i>
Schirmeck	Firminy
<i>Drôme</i>	Saint-Chamond
Drôme (département)	Saint-Etienne
<i>Gard</i>	Unieux
Bagnols-sur-Cèze	<i>Rhône</i>
	Anse

1. Les communes sont rangées sous le département auquel elles appartiennent de nos jours.

POLICE ET CAMPS D'INTERNEMENT DANS LE RHÔNE...

Caluire
Charbonnières-les-Bains
Givors
La Duchère (fort)
Le Paillet (fort)
Les Etangs
Lyon
Rhône (département)
Rhône (fleuve)
Rive-de-Gier
Tarare
Vénissieux
Villeurbanne

Savoie

Modane

Tarn

Saint-Sulpice-la-Pointe

Vaucluse

Sorgues

ETRANGER

Afrique du Nord
Alger
Allemagne
Autriche
Berlin
Grèce
Hongrie
Italie
Palestine
Yougoslavie

TABLEAU METHODIQUE DES MOTS-MATIERES

GUERRE 1939-1945

Alsaciens-Lorrains
Autorité d'occupation
Bureau de placement allemand
Camp d'internement
Censure
Chantier de Jeunesse
Collaboration
Commissions d'armistice
Contrôle téléphonique et postal
Couvre-feu
Défense passive
Forces alliées
GESTAPO
Gouvernement de la France Libre
Juif
Légion des volontaires français
Libération
Mesures administratives privatives de liberté
Milice
Occupation allemande
Propagande
Ravitaillement
Réfugiés de guerre
Résistance
Service du Travail Obligatoire
Surveillance du territoire
Travailleur volontaire

ADMINISTRATION GENERALE

Structure administrative

Administration centrale
Administration du commissaire régional de la République
Administration préfectorale
Organisme consultatif
Service extérieur

Circonscription territoriale

Agglomération lyonnaise
Commune
Lyon (région)
Rhône (département)

Fonction publique

Fonctionnaire de l'Etat

POLICE

Forces de police

Garde des communications
Gardes messiers
Gardes particuliers
Gendarmerie
Police urbaine
Requis civils

Maintien de l'ordre

Avortement
Couvre-feu
Maintien de l'ordre
Passeport
Protection des récoltes
Sauf-conduit
Visa

TABLEAU MÉTHODIQUE DES MOTS-MATIÈRES

Police administrative

Appareils duplicateurs
Certificat de civisme
Indemnisation
Port d'armes
Port d'insignes
Presses à imprimer

ECONOMIE, EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Aérodrome
Aviation
Distribution électrique
Entreprise
Marché
Ouvrage d'art
Transport aérien
Transport ferroviaire
Voie de communication

JUSTICE

Etablissement pénitentiaire
Juridiction

OPINION ET VIE PUBLIQUE

Association
Cérémonie publique
Communisme
Distinction honorifique
Grève
Manifestation de protestation

Opinion
Personnalité
Presse
Réunion publique
Voyage officiel

SOCIETE

Etranger
Etudiant
Femme
Trafic de main d'oeuvre
Travailleur étranger

CULTURE

Cinéma
Orchestre philharmonique de Berlin

INDEX

Les numéros renvoient à la cote des articles de 45 W.

L'abréviation n. suivie d'un chiffre renvoie à une note de bas de page du corps de l'instrument de recherche.

—A—	
administration centrale	<i>Ain</i> 4 20
- ministère de la production industrielle et des communications : 84	<i>Alger</i> n. 17
- ministère de l'agriculture et du ravitaillement : 84	<i>Allemagne</i> 105-106 109 125 130-134 196 203
- secrétariat d'Etat à la Guerre : 84	Alsaciens-Lorrains 41-42 45 251 n. 14
- service du cinéma : 82	<i>Anse</i> 52
administration préfectorale	appareil duplicateur 398-400
- cabinet du préfet : 141	assignation à résidence Voir mesures administratives privées de liberté
- première division, premier bureau : 1	association 403-406
- première division, troisième bureau : 8	- Groupement industriel d'études : 45
- quatrième division, troisième bureau : 107	- scolaires et post-scolaires : 399 400
aérodrome 72	- Union générale des Israélites de France : 410
<i>Afrique du Nord</i> 137	
agglomération lyonnaise 63 n. 1	

autorité d'occupation 26 118 124 12 376 381-382	chantier de jeunesse n. 24
<i>Autriche</i> 109	<i>Charbonnières-les-Bains</i> 33
aviation 71	cinéma 82
avortement 112	collaboration 192 n. 21 - suspects : 191 196-198 203 Voir aussi milice, légion des volontaires français
—B—	commissions d'armistice 119-124 126 - Croix-rouge allemande : 120
<i>Bagnols-sur-Cèze</i> Voir distribution électrique	commune 3 9 18 20 34 409-412
BARTOLINI (Jean-Baptiste) 137	communisme 38 60 62 137-138 n. 2 n. 6 n. 14
BENARD (Suzanne-Lucie-Jeanne) 81	« Combat » (Journal) n. 14
<i>Berlin</i> Voir orchestre philharmonique de Berlin	Contrôle téléphonique et postal 43-45 64
BONTE (Florimond) 137	COSTES (Alfred) 137
bureau de placement allemand 130	couvre-feu 128
—C—	—D—
<i>Caluire</i> 410	DARLAN (Amiral) 55
censure 405	défense passive 79
cérémonie publique - Fête de Jeanne d'Arc : 59 - Onze Novembre : 62-63 - Premier Mai : 58 - Quatorze Juillet : 60 - Toussaint : 61	distinction honorifique 402
certificat de civisme 412	distribution électrique 12 - ligne Pizançon-Bagnols-sur-Cèze : n. 4

INDEX

Drôme

95-101

DUPONT (Lucien)

69

—E—

éloignement

Voir mesures administratives privatives de liberté

entreprises

13-16 21 65

- Aciéries du Rhône : 410
- Banco di Roma : 411
- Berliet (usines) : 13
- Compagnie des omnibus et tramways de Lyon : 409
- Compagnie du gaz : 13
- Duralumin : 13
- Gillet-Thaon : 411
- S.A Lacollonge : 410
- Marrel (usines) : 13
- Société de force et lumière : 13
- Société de transport d'énergie des Alpes : 13
- Société de transport d'énergie Isère-Gard (STEIGA) : n. 4
- Société lyonnaise des forces motrices du Rhône : 13
- Verdié et Holtzer (usines) : 13

établissement pénitentiaire

- fort de Montluc : 188
- maison d'arrêt de Lyon : 191
- maison de correction de Lyon : 114 191
- prison de Saint-Paul : 188

Voir aussi Lyon, petit dépôt

étranger

86 202 251 n. 2

- Allemands : 115 118
- Italiens : 114-115 133 407-408
- Polonais : 116

Voir aussi travailleur étranger

étudiant

411

Voir aussi opinion

—F—

femme

67

Firminy (Loire)

13

fonctionnaire de l'Etat

n. 6

forces alliées

137

forces de police

- garde des communications : 4
- gardes messiers : 31-33
- gardes particuliers : 31
- gardes territoriaux : 74
- gendarmerie : 52
- police urbaine : 2 4 46-51
- requis civils : 5-12 15-30

Fort-Barraux (Isère)

179 182 185

France

111

- d'Outre-Mer : 92

—G—

Gestapo

116

<i>Givors</i>	13 35-36 51	juridiction	
gouvernement de la France Libre	n. 17	- cour d'appel de Lyon : 144	
<i>Grèce</i>	80	- cour de Justice : 196 n. 19	
grève	62-66 68		—L—
		<i>La Duchère (fort)</i>	
		250 253-254 256 265 269-271	
		275-276 280-281 297-298	
		330-373	
	—H—	<i>La Guiche (Saône-et-Loire)</i>	
<i>Haute-Savoie</i>	95-101	184	
<i>Hongrie</i>	35	légion des volontaires français	
		409	
		<i>Le Paillet (fort)</i>	
		179-181 250 253 255 256 265	
		267-268 274 276 280-281 296	
		299-329 373	
	—I—	<i>Les Etaings</i>	
indemnisation	406-411	13	
internement administratif	Voir mesures administratives privatives de liberté	Libération	
<i>Isère</i>	4	191	
ISRAEL (CONSORTS)	411	<i>Lyon</i>	
ISRAEL (René)	n. 27	40 52 57 67	
<i>Italie</i>	125	- aérodrome : 72	
		- commissariats : 50-51	
		- opinion : 35	
		- Petit dépôt : 179	
		- police urbaine : 49-51	
		- rues	
		- Auguste Lumière (rue) : 410	
		- Bellecordière (rue) : 411	
		- Carnot (place) : 409	
		- Emile Zola (rue) : 409-410	
		- Etats-Unis (boulevard des) : 409	
		- Hôtel de Ville (rue de l') : 409-411	
		- Lafayette (cours) : 409	
Juif	113 n. 6		
	Voir aussi association (Union générale des Israélites de France)		
			—J—

INDEX

- Moncey (rue) : 409
- Paul Bert (rue) : 411
- République (rue de la) : 411
- Richard Vitton (cours) : 409
- Romarin (rue) : 409
- Saxe (avenue de) : 409
- Tilsitt (quai) : 410
- Vauban (rue) : 409
- service des eaux : n. 4

Lyon (région)

- 6-8 10 12-13 15 17 29 34 64
- 68 125 185 379

—M—

- maintien de l'ordre
53 56 58 62 64 68
- manifestation de protestation
56 63 67-68 407-408 411
Voir aussi grève
- marché
78
- mesures administratives privatives de liberté
 - dossiers individuels : 146-177
 - internement : 56 63 66 68 70
135-137 139-141 193 201-204
216-249
 - éloignement : 140-141 145
194-195 205-215
 - assignation à résidence : 60 68
140-141 194-195 205-215
- milice
21 26
- Modane (Savoie)*
35

—O—

- occupation allemande
118
- opinion
35 67 n. 7
 - des réfugiés : 35
 - des étudiants en médecine : 35
 - des ouvriers métallurgistes : 35
 - en Hongrie et en Yougoslavie : 35
- orchestre philharmonique de Berlin
56
- organisme consultatif
 - commission de vérification des internements administratifs : 187
189-190 202
 - commission de contrôle des camps : 187 250
 - commission de criblage :
187-188 246
- ouvrage d'art
10-11
- ouvrier
voir opinion

—P—

- Palestine*
110
- Paris*
n. 14
- passports
87-92 104-106
- personnalité
59
- PÉTAINE (Maréchal)
53-54

<p><i>Pisançon (Alpes-Maritimes)</i> Voir distribution électrique</p> <p>port d'armes 31 374-383</p> <p>port d'insigne 401-406</p> <p>presse 402-405</p> <p style="padding-left: 20px;">- « Aux Ecoutes » : 83</p> <p style="padding-left: 20px;">- « Bulletin de presse » : 45</p> <p style="padding-left: 20px;">- « Illustré de la province et des colonies (L') » : n. 23</p> <p style="padding-left: 20px;">- « Jeunesse des Alpes » : n. 24</p> <p style="padding-left: 20px;">- « Jeunesse ouvrière féminine » : n. 24</p> <p style="padding-left: 20px;">- « Pays Libre (Le) » : 409</p> <p style="padding-left: 20px;">- « Temps Nouveaux » : n. 24</p> <p style="padding-left: 20px;">Voir aussi Résistance (presse clandestine)</p> <p>presse à imprimer 401</p> <p>prisonnier de guerre 107</p> <p>propagande 77</p> <p>protection des récoltes 31-33</p> <p>PUCHEU (Pierre) 55</p> <p>Ravitaillement</p> <p style="padding-left: 20px;">- tickets d'alimentation : 76</p> <p style="padding-left: 20px;">- infraction à la législation : 141</p> <p style="padding-left: 20px;">Voir aussi administration centrale</p> <p>réfugiés de guerre 80-81 105-106</p> <p>Résistance</p> <p style="padding-left: 20px;">- maquis : 26</p>	<p>- tracts : 37 56 64 77 134</p> <p>- presse clandestine : 37</p> <p>- gaullisme : 38 60 n. 14</p> <p>- attentats et sabotages : 17 68 70 75 128-129 409-411 n. 3</p> <p>Voir aussi communisme, manifestation, grève, « Combat » (journal)</p> <p style="text-align: center;">—R—</p> <p>réunion publique 36</p> <p><i>Rhône (département)</i> 6-11 16-20 29 34-35 54-55 64 68 125 139-140 178 202 204 251-252 287 380</p> <p><i>Rhône (fleuve)</i> 126</p> <p><i>Rive-de-Gier</i> 13</p> <p style="text-align: center;">—S—</p> <p><i>Saint-Chamond (Loire)</i> 13</p> <p><i>Saint-Etienne (Loire)</i> 51</p> <p><i>Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn)</i> 185</p> <p>sauf-conduit 93</p> <p><i>Savoie</i> 4</p> <p><i>Schirmeck (Bas-Rhin)</i> n. 14</p> <p>service du travail obligatoire 6</p>
---	--

INDEX

service extérieur	—U—
-direction départementale des centres de séjour surveillé	<i>Unieux (Loire)</i> 13
-direction régionale de la Santé : 84	
-délégation à la propagande : 77	
-délégation à la famille : 78	—V—
-délégation régionale à la Justice civile : 190	VACAYANNI (Gérôme) 80
<i>Sorgues (Vaucluse)</i>	<i>Vancia (fort)</i> 188 252 256 295 299-329
n. 14	
surveillance du territoire	<i>Vénissieux</i> 3 13
74-75	<i>Villeurbanne</i> 35 409-410
	visa 87-92 104-106 108-111
—T—	voies de communication 10-11
<i>Tarare</i>	voyage officiel 53-55
13 51 59	
titre de circulation	
94	—Y—
trafic de main d'oeuvre	<i>Yougoslavie</i> 35
130	
transport aérien	
73	
transport ferroviaire	
125	
travailleur étranger	
132-133	
travailleur volontaire	
130-134	